

La vie quotidienne entre deux opérations : le courrier de France.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *Francois Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi ; elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Serge Berthaud.



LA DÉMISSION DE BOURGÈS-MAUNOURY

Yves COURRIÈRE

La fin de l'été de 1957 voit le succès du chancelier Adenauer. Sa stature « historique » a, sans conteste, dominé les élections en République fédérale allemande. Le gouvernement Adenauer sera un gouvernement « fort ». Passé le pont de Kehl, la situation n'est certes pas comparable. La France souffre de l'Algérie. Sa santé politique est de plus en plus chancelante. Le président Bourgès-Maunoury envoie ses ministres Pineau, Pinay et Faure plaider aux quatre coins du monde la cause française en Algérie. C'est que la douzième session plénière des Nations unies va s'ouvrir le 17 septembre. Et le débat sur la question algérienne s'annonce pénible pour la délégation française, qui ne peut négliger aucun appui.

Au grand théâtre de la politique française la loi-cadre occupe l'affiche. Mais l' « enfant » de Robert Lacoste se présente mal. Le ministre résidant en Algérie a été adulé pour avoir su « couvrir » les régiments lancés dans la « bataille d'Alger ». La poigne de Lacoste a ravi l'Algérie européenne. Mais que le ministre conçoive un plan de réformes et tente de le faire entériner par l'Assemblée nationale, c'en est trop. Rien ne va plus. La grande artillerie des colons va donner à fond. Et « leurs » députés vont monter à l'attaque.

Pourtant le conseil des ministres s'est mis, non sans difficulté, d'accord sur le projet de la loi-cadre. Une délégation des groupes « nationaux » examine à son tour le seul médicament que l'on ait trouvé jusque-là pour sauver ce grand corps malade qu'est l'Algérie. Le résultat est positif malgré un dialogue difficile entre Guy Mollet — qui est pour — et Roger Duchet, porte-parole des modérés, qui — soutenu par Jacques Soustelle — est violemment contre.

Mais qu'importent ces efforts de dernière minute ! Le 30 septembre, l'Assemblée nationale repousse la loi-cadre. Gaullistes, indépendants, paysans, poujadistes et communistes ont uni leurs voix pour des raisons diamétralement opposées ! C'en est fait du gouvernement Bourgès-Maunoury, qui démissionne.

La crise est ouverte. Encore une ! Et celle-là va précipiter l'agonie du régime.

Y. C.

SOMMAIRE N° 230 :



Alger, 1957. Vue de la mer, une ville éclatante et paisible. En réalité, Alger est devenu une cité opérationnelle.

Dimka-Swetchine

ALGER, CHAMP DE BATAILLE

POUR les paras, tout avait commencé le lundi 7 janvier 1957 en fin de matinée. Le colonel Godard, chef d'état-major de la 10e D.P., faisait un rapport sur la campagne-éclair de Port-Saïd lorsque Massu entra en trombe dans son bureau.

– Salan me convoque chez Lacoste au G.G., dit-il. C'est, paraît-il, urgent et important. Je vais sans doute y

et la chasse commença à contrecœur. Ce n'était vraiment pas du travail de soldat



Flament

◀ Les paras ont pris la ville arabe à l'abordage. En silence et en souplesse. Le square Bresson, qui s'étale au pied de la Casbah, à l'ouest, est bouclé par les hommes de Bigeard. Le filet est tendu.



Le 1er R.C.P., dont ▶ le patron est le colonel Meyer, dit « Prosper ». Dans le partage d'Alger en zones de combat, Meyer reçoit Maison-Carrée et toute la banlieue est de la capitale. On ignore encore ce qui va se passer.

apprendre à quelle sauce on va être bouffés. Je tâcherai de repasser par ici en sortant.

– Bien, mon général, je vous attendrai.

Massu s'était engouffré dans sa 403 couleur sable portant sur l'aile avant droite le « poteau frontière » blanc et rouge marqué de deux étoiles.

Lâchés sur la ville

A midi et demi, rien. Toujours rien à 13 heures. A 14 heures, le téléphone sonna. C'était Massu :

– Je vais déjeuner. Je vous raconterai le « beans », cet après-midi. Je vous dis tout de suite que nous allons avoir des tas d'emmerdements...

– Bien, mon général, répondit Godard, et tant pis !

Le soir même parvenait à l'état-major de la 10e D.P. l'ampliation de l'arrêté signé Barret et daté du 7 janvier : le général Massu recevait la responsabilité du maintien de l'ordre à Alger. Pour ce faire, la 10e D.P. était mise à sa disposition. C'était fait : les paras était lâchés sur la ville.

Les raisons de cette décision historique sont connues : redoublement des attentats F.L.N. durant les derniers mois de 1956 (bombe au Milk-Bar, bombe à la Cafeteria, bombes dans un autobus, dans un monoprix à Maison-Carrée, dans une salle d'attente à Hussein-Dey, dans un trolleybus devant le palais d'Été...), exaspération des Européens qui commençaient à répondre à la violence par la violence (1), crainte des autorités de ne plus pouvoir contrôler la situation et de voir le cycle du sang déboucher sur une guerre ouverte entre les deux communautés. Le 28 décembre, l'assassinat d'Amédée Froger, maire de Boufarik, dans le centre d'Alger avait mis le feu aux poudres et déclenché la première ratonnade. Enfin, pour sensibiliser l'opinion en vue



de la prochaine session de l'O.N.U., le F.L.N. appelait à la grève insurrectionnelle pour la fin de janvier. Dans le climat de tension qui régnait à Alger, personne ne pouvait savoir comment les mots d'ordre seraient suivis. Les autorités avaient peur.

La décision de confier le maintien de l'ordre aux paras avait été prise le 7 janvier. Huit jours plus tard, les quatre régiments de la 10e D.P. débarquaient dans la ville. Chaque régiment recevait une portion d'Alger sur laquelle il devait mener l'action poli-

(1) La première bombe qui explosa à Alger fut posée par des contre-terroristes européens rue de Thèbes dans la Casbah. Elle avait fait 15 morts dont 9 enfants. Il s'agissait là du bilan « officiel ». D'après les habitants de la Casbah, le bilan fut beaucoup plus lourd.

Tremsal

Le « 3ᵉ » de Bigeard reçoit l'ordre d'intervenir dans la Casbah. Il va dès lors opérer comme dans les djebels, quand les « fells » se planquent dans les grottes. Chaque maison pouvant être un repaire est investie méthodiquement, forcée et fouillée de fond en comble. Toutes les précautions sont prises pour éviter la fuite des occupants, mais souvent les paras ne découvrent que des réduits encombrés d'un matériel hétéroclite. Seul le hasard peut permettre une bonne prise.



Flament

cière, mais il pouvait exploiter les renseignements qu'il obtenait en suivant les filières, même si elles menaient chez le voisin. Le champ d'action s'étendait non seulement sur toute la ville, mais sur le département entier, qui relevait de l'autorité de Massu. C'était la preuve d'une grande souplesse d'esprit dont plus d'un patron dans le djebel aurait pu s'inspirer...

Le secteur de Ben-Aknoun, qui comprenait Bouzaréa, Saint-Eugène, le Beau-Fraisier, Frais-Vallon et les lisières du Sahel, fut confié au 3ᵉ R.P.C. de Bigeard, qui reçut en outre le gros morceau constitué par la Casbah et Bab-el-Oued. Son P.C. était à El-Biar.

Au 1ᵉʳ R.E.P. était allouée la portion qui s'étendait du square Bresson – au pied de la Casbah – jusqu'aux limites de Hussein-Dey, à l'extrémité est de la ville. Elle englobait les Tagarins, la Redoute, Belcourt, le Clos-Salembier et le Ruisseau. Son P.C. était à la villa Sesini.

Le 2ᵉ R.P.C. avait la responsabilité de la partie comprise entre le Ruisseau et Maison-Carrée, avec Kouba, Birmandreis et Birkadem. Son P.C. s'installa à Hussein-Dey.

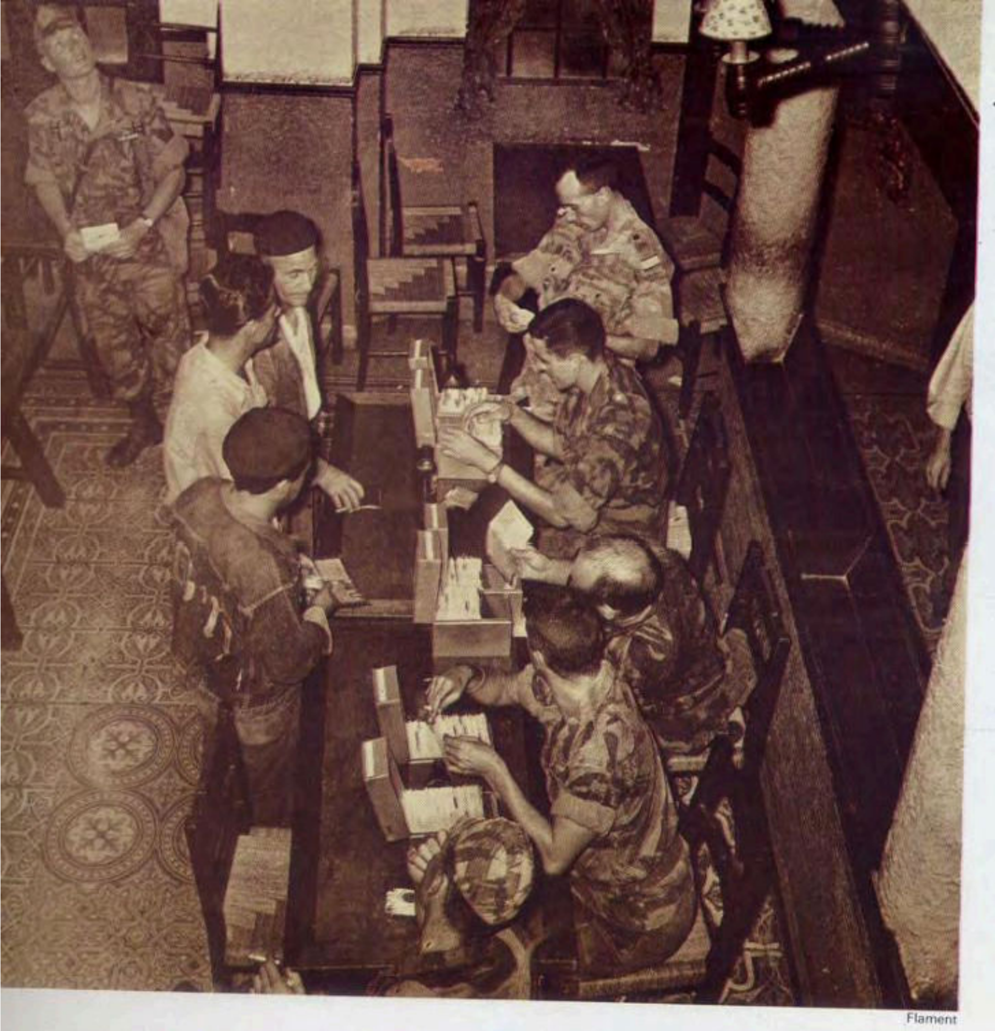
Quant au 1ᵉʳ R.C.P., il hérita de Maison-Carrée et de toute la banlieue est.

Une ville fantôme

Et la chasse commença... D'abord lentement, maladroitement, à contrecœur. Ce n'était vraiment pas du travail de soldat. Mais un événement allait modifier l'ambiance et vaincre les réticences des militaires : le 26 janvier 1957, peu après 17 heures, trois explosions ébranlèrent Alger. Trois cafés, où se pressaient des étudiants et toute une population, femmes et enfants compris, étaient pulvérisés : l'Otomatic, la Cafeteria et le Coq-Hardi. Bilan affreux (1). Une boucherie. Ces attentats atteignirent les paras au cœur : le F.L.N. leur lançait donc un défi ! Il se foutait d'eux ! C'était une gifle. Les paras se jurèrent de gagner, et de gagner vite. Même ceux que rebutait le plus le « boulot de flic » furent dès lors convaincus qu'il fallait le faire.

Quarante-huit heures plus tard, l'occasion allait leur être donnée de prouver que la plaisanterie était terminée. Puisque le gouvernement, socialiste de surcroît, donnait l'ordre de briser la grève ordonnée par le F.L.N., elle le serait. Et en beauté. Il fallait montrer à la population qu'elle ne devait pas ▶

(1) 4 morts, 60 blessés.



◀ Opération recensement. Chaque famille de la ville arabe est fichée, dotée d'une carte d'identité, indispensable pour la circulation, les rafles, les barrages. Système dont Trinquier a été le précurseur avec son D.P.U.

Flament



La ville, vue de Notre-Dame d'Afrique, avec le cimetière arabe d'El-Kettar et, en bas, le stade Cerdan, à Saint-Eugène. Outre la Casbah, Bigeard doit agir dans le secteur de Ben-Aknoun, qui comprend : Bouzaréa, Saint-Eugène, le Beau-Fraisier, Frais-Vallon, et les lisières du Sahel. Que de noms poétiques pour un combat inexpiable ! ▶

tout à coup, sous un tas de vieilles nippes, un schéma de bombe!

être la chose du Front et qu'elle pouvait ne pas l'être.

Dès 4 heures, le lundi 28 janvier, tout ce qu'Alger contient de militaires est sur le pied de guerre. Au total, une dizaine de milliers d'hommes, parmi lesquels cinq mille paras en tenue léopard, qui attendent que la ville s'éveille. Aux premières lueurs du jour, les quartiers musulmans restent morts. Une ville fantôme aux volets clos et aux rideaux baissés.

Alors, l'action des paras commence. Les haut-parleurs rugissent : « Au travail et en vitesse !... Descendez !... Les camions vous attendent !... » Les patrouilles vont de maison en maison, frappent aux portes, se font ouvrir. Tout à coup, un tramway apparaît. Il se remplit et poursuit sa route. Sur son passage, la rumeur s'amplifie : tout le monde ne fait donc pas grève, le travail reprend. L'animation renaît.

Les entreprises avaient dû fournir une liste de leurs employés. Les paras vont les chercher. Certains patrons, peu confiants dans l'efficacité de l'armée, en avaient profité pour se mettre en vacances ; ils sont amenés à leur bureau. Des boutiques sont ouvertes de force. Les autres s'ouvrent d'elles-mêmes, comme par enchantement. Encore faut-il les ravitailler. Des commandos, largués dans la campagne, obligent les maraîchers à approvisionner la ville. Les militaires envahissent les usines laitières, surveillent les chantiers. En trois jours, la grève n'est pas seulement enrayée, elle est retournée contre le F.L.N., car elle permet de faire reprendre aux enfants le chemin des écoles, qui étaient restées vides depuis la rentrée d'octobre. En fin de compte, la grève avortée est un cuisant échec pour le Front. La cigarette réapparaît aux lèvres des fumeurs, les terrasses des cafés, désertées, se repeuplent.

Les bombes sont partout. Dans les soupentes et dans les caves, dans les arrière-boutiques des commerçants ou dans les caches creusées au fond des cours... ▶



Camus/Paris-Match



Gojon

les autres sont au plastic. De quoi provoquer de nouvelles hécatombes.

Encouragés par ce succès, les léopards redoublent d'ardeur. Ils n'adoptent pas la routine policière. Ils sont en opération et y restent. C'est une atmosphère de combat très particulière qui leur rappelle les combats de grottes livrés dans le djebel. Il faut encercler le logement visé en grimpant sur le toit ou la terrasse, en bouchant toutes les issues possibles. Il faut pénétrer dans les maisons par surprise, fouiller intelligemment, chercher les caches. A toutes les sortes de « planques » qu'ils connaissent déjà, ils en ajoutent une infinité d'autres qui vont des faux murs et des doubles plafonds aux couches de vieillards impotents.

Les chaussettes de Glasser...

Et puis, en quelques semaines, ils parviennent à comprendre l'articulation de l'organisation des rebelles. Non seulement ils savent comment fonctionne la zone autonome d'Alger, mais ils connaissent une grande partie des noms des rebelles qui s'inscrivent au fur et à mesure dans les cases de l'organigramme et que viennent souvent rejoindre les photographies. Les paras vivent ainsi en compagnie de leurs ennemis qui deviennent, au fil des jours, de vieilles connaissances. Bientôt, les interrogatoires deviennent terriblement précis. Puisqu'un individu occupe une certaine place dans l'organigramme, il doit *forcément* connaître les moyens de contacter ceux qui occupent les cases voisines. Les paras ne lâchent pas leurs « clients » avant de savoir. Impressionnés par la connaissance presque parfaite que l'adversaire a de leur organisation, les militants du F.L.N. craquent de plus en plus facilement. La terreur change de camp.

Le capitaine Glasser enfila son survêtement vert et ses chaussettes. Il mit son ceinturon de toile auquel pendait un pistolet P-08 et appela son adjoint :

– Le commando est-il prêt? demanda-t-il.

– Il est prêt, mon capitaine.

Trente ans, quelques doigts en moins, les dents noircies par la nicotine de ses éternels mégots, le commandant de la compagnie d'appui du 1er R.E.P. n'était pas du genre fonctionnaire. Engagé à dix-huit ans après avoir participé à la Résistance, il avait derrière lui un bilan de vieux soldat : la campagne d'Allemagne, deux séjours en Indochine, deux blessures, Dien Bien Phu sur « Isabelle » jusqu'à la fin et une rosette de la Légion d'honneur qui n'avait pas été volée.

Glasser pensait qu'il devait avoir bonne mine dans cette tenue ! Décidé-

Pourtant, si la première manche est gagnée, les paras sont loin d'avoir remporté la partie. Le F.L.N. n'a pas désarmé. Deux bombes dans les stades, le 10 février, font une nouvelle hécatombe (1). Spectacle affreux. Du sang. Des chairs déchiquetées. Des membres sectionnés. Des débris humains. De quoi faire naître la haine dans les cœurs les plus charitables. On ne pouvait pardonner ça. Personne ne pouvait pardonner ça.

– Ah ! les fumiers !... Les fumiers !...

Techniques des « fells »

Pour les capitaines paras, il n'y avait pas de dimanche. Ils n'y étaient pas au stade, eux. Ni au cinéma. Ils étaient enfermés dans des lieux souvent sordides avec leurs prisonniers. Éreintés. Tombant de sommeil. Ils éprouvaient la même fatigue que celle des hommes qu'ils interrogeaient. De temps en temps, ils s'énervaient :

– Alors, tu vas te décider à parler, tête de mule ?

Ils voulaient réussir à leur arracher quelque chose, un renseignement, un nom, une adresse, quelque chose capable de mener aux assassins de femmes et d'enfants.

Peu à peu, à force de travail, d'application, de persévérance, ils découvrirent les techniques des « fells ». L'arme que devait utiliser le tueur était déposée chez un commerçant quelconque, qui la cachait. Un deuxième sbire venait la chercher, la passait à un troisième. C'était celui-là, le véritable tueur qui, une fois son forfait exécuté, remettait l'arme à un quatrième individu parfaitement ignorant de la chaîne initiale et de l'usage qu'on venait de faire de cette arme. Le tueur, quant à lui, s'évanouissait dans la nature.

Après les techniques, les paras découvrirent les premiers maillons des filières qu'ils s'appliquèrent à remonter. Les renseignements fournis par la police étant insuffisants, ils durent souvent leurs prises initiales à la chance. Ainsi, les casquettes de Bigeard découvrent chez un suspect des tracts et des comptes de collectes de fonds. Pas très sérieux, en principe. Mais, au lieu de s'en tenir là, ils continuent la fouille et trouvent, sous un tas de vieux vêtements, un schéma de bombe. Du coup, l'affaire devient grave. Vigoureusement interrogé, le suspect donne un nom : Taïeb Safi. Le capitaine Chabanne, officier de renseignements du 3e R.P.C., ne perd pas une seconde. Le jour même, il découvre le premier atelier de fabrication de bombes. Et le 14 février 1957, un mois après leur arrivée à Alger, les paras saisissent 25 engins de mort à trois endroits. Quatorze pèsent 3 kilos, onze 1 kilo. Les plus grosses sont constituées d'un explosif artisanal,

(1) 10 morts, 36 blessés.

on confie au 1er R.E.P. une tâche à sa mesure : chasse à la subversion en terrain européen

ment, la vie militaire ne cesserait de lui réserver des surprises. Il haussa les épaules avec résignation. Les embêtements allaient commencer, c'était certain. Il n'appréciait pas du tout, mais pas du tout, le coup de téléphone qu'il avait reçu une heure plus tôt de la villa Sesini, P.C. du 1er R.E.P. Le capitaine Bonnel était à l'autre bout du fil :

– Allô ! c'est toi, Glasser ?

– C'est moi.

– Nous venons d'avoir un renseignement excellent. Tiens-toi bien : Amar est chez toi !

– Quoi ?

– Oui, Amar est chez toi, dans le bâtiment où tu loges !

Glasser n'en revenait pas. Il logeait avec sa compagnie dans la cave de la mairie d'Alger. On voulait tout simplement lui faire croire qu'Amar Ouzegane, le conseiller politique F.L.N. de la zone autonome d'Alger que tout le monde recherchait, se cachait à la mairie. C'était gros.

– Notre renseignement est sûr, poursuivit Bonnel : Amar est planqué dans l'appartement de fonction du maire. Il faut que tu essayes de le coiffer en souplesse.

« En souplesse, tu parles ! » songeait Glasser. Il était évident qu'on ne pouvait pas demander un mandat de perquisition pour visiter l'appartement de Jacques Chevallier. Cette histoire-là allait faire du bruit dans Landerneau !

Ce colosse noir braquait une pétoire

Glasser passa lentement devant l'adjudant Saigge et les cinq légionnaires paras sélectionnés pour l'affaire. En survêtement, tête nue, chaussettes aux pieds, poignard sur la cuisse, ils constituaient une force de frappe redoutable. Les chaussettes chagrinaient bien un peu le capitaine, qui n'aimait pas les tenues négligées. Mais enfin, efficacité avant tout. Glasser expliqua l'opération, insista sur le silence. Il écrasa son mégot.

– Suivez-moi ! ordonna-t-il.

Il faisait nuit noire. Les hommes étaient des sportifs. Ils grimpèrent quatre à quatre l'escalier de la mairie. En haut, ils se trouvèrent devant une porte. Glasser essaya de l'ouvrir sans bruit. Peine perdue, elle était fermée à clé. Après un moment il se décida à frapper. La porte s'ouvrit précautionneusement. Dans l'entrebâillement apparut un colosse noir qui braquait une énorme pétoire. L'adjudant Saigge lui décocha une manchette et l'étendit raide. Le nègre n'eut pas le temps de tirer. Il ne fit pas ouf ! Un second garde du corps sortit de l'ombre. Les légionnaires lui bondirent dessus et le cravatèrent proprement. Le commando fouilla les lieux. Rien. Puis un légionnaire appela Glasser : .

– Il y a ici une porte fermée, mon capitaine.

En tirant sur le fil...

Ils se mirent à plusieurs pour tenter de l'ouvrir. Sans succès. Glasser donna l'ordre de l'enfoncer. Les légionnaires s'élancèrent, épaule en avant. La porte ne broncha pas. Elle était certainement bloquée par des barres d'acier. Ils étaient tous devant en train de chercher une solution quand un cri horrifié les fit regarder vers la porte d'entrée. Un homme venait d'apparaître et de disparaître aussitôt. Croyant avoir affaire à des malfaiteurs, il descendait en trombe l'escalier. La police étant juste à côté de la mairie, Glasser ordonna un repli immédiat. Pour plus de sûreté, il embarqua le géant noir, le pistolet dans les côtes. Dix minutes plus tard, Glasser déposait son « colis » à la villa Sesini.

– Qu'est-ce que tu veux que j'en fasse de ton nègre ? demanda Bonnel.

Glasser avait déjà tourné les talons.

– Ça, mon vieux, je m'en fous. Moi, j'ai les flics au cul. Je file. Démerde-toi !

Le lendemain, la campagne contre le 1er R.E.P. prit un départ foudroyant. Comme le maire d'Alger n'avait pas été confondu et puisque personne n'aurait jamais voulu croire qu'il hébergeait un conseiller politique du F.L.N., il lui était facile de jouer la vertu offensée. C'est ce qu'il fit. Et l'on s'aperçut vite que Jacques Chevallier (1) n'était pas homme à s'embarquer sans biscuit...

Pendant cette première partie de la « bataille d'Alger » – du 15 janvier au 15 avril 1957 –, ce fut au 1er R.E.P. que revint le triste et redoutable privilège de croquer ce biscuit-là qui avait un goût de pourriture et de trahison.

Les légionnaires parachutistes surprirent une étudiante métropolitaine,

(1) Le maire libéral d'Alger était la bête noire des parachutistes. Au 13 mai, il sera « balayé » par l'armée au pouvoir. *N.D.L.R.*



Alice et Marc Flament



Alain Gesgon

Kouba, où le 2e R.P.C., régiment de Fossey-François, ▶ intervient. C'est la zone comprise entre le Ruisseau et Maison-Carrée, comptant aussi Birmandreis et Birkadem. Abondant en bidonvilles et en quartiers presque exclusivement musulmans.

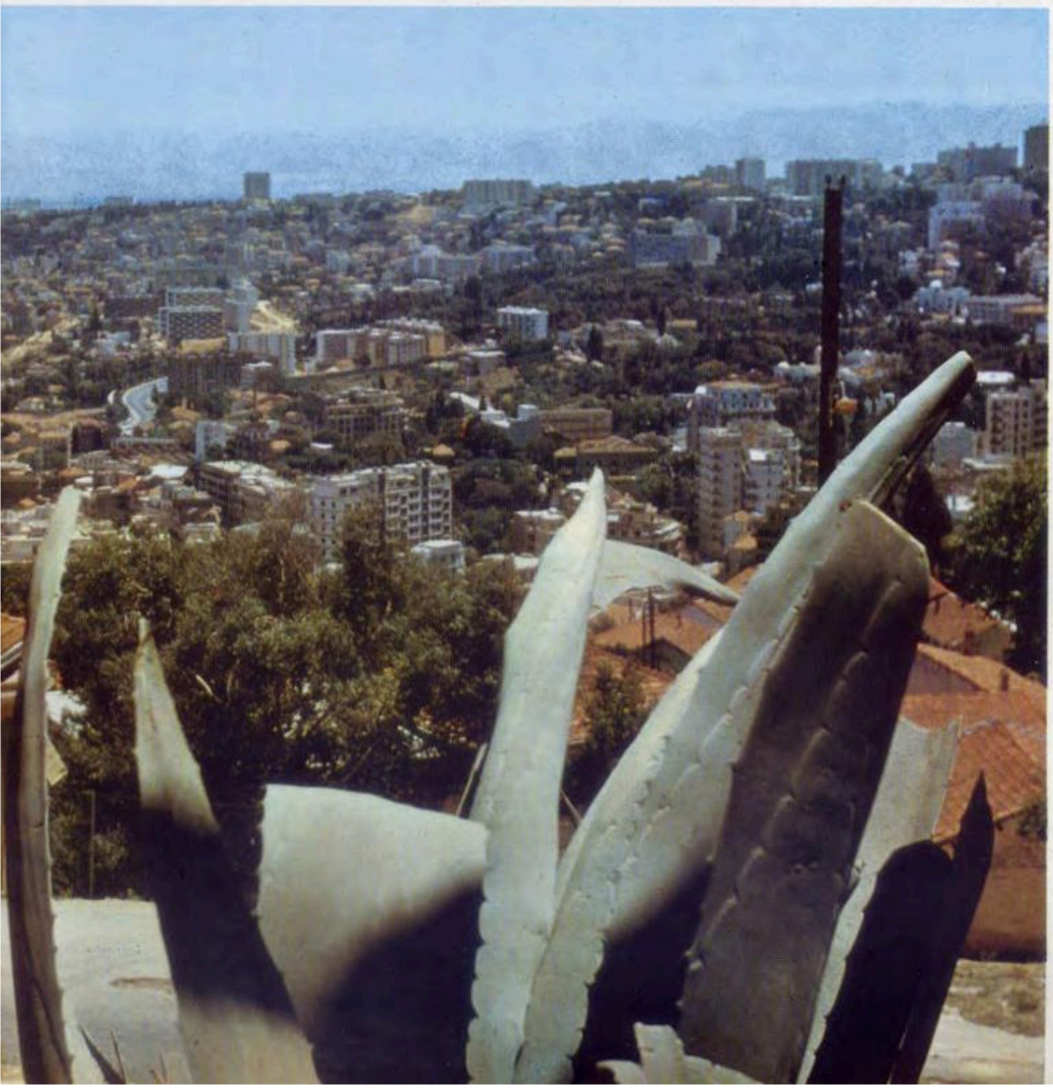


◄ **Pris entre deux terreurs. Ils veulent bien désigner les militants F.L.N. ou les hommes de Yacef. Mais qu'on ne les voie pas ! Surtout ! Devant eux, des centaines d'hommes vont défiler. Les suspects seront désignés d'un signe...**

jeune et jolie, en compagnie d'un militant du F.L.N. auquel elle réservait ses faveurs. Elle s'appelait Nelly Forget. Elle parla, donna une filière qui menait à une certaine Denise Walbert et à la découverte de tracts qui étaient des appels au meurtre. Le R.E.P. continua à tirer sur le fil. Au bout, il y avait une machine à polycopier cachée dans une église, il y avait une dizaine de prêtres, des membres des partis communistes algérien et français, des libéraux et des intellectuels rêveurs qui prêchaient la paix et entretenaient la guerre. Fermant volontairement les yeux sur toutes les conséquences de leur action, les officiers du R.E.P. continuèrent leur travail dans ces milieux-là comme dans les autres. Et l'on en parla encore longtemps... L'essentiel, pour eux, était la courbe qu'ils avaient sous les yeux : en décembre 1956, il y avait eu 122 attentats à Alger ; il y en avait encore eu 112 en janvier, mais en mars, il n'y en eut que 29.

Quant au bilan de l'action générale des parachutistes, il s'établissait, au bout de trois mois, de la façon suivante :

- Échec total de la grève insurrectionnelle, démantèlement du réseau « bombes », arrestation de l'un des membres du C.C.E. : Ben M'Hidi, et fuite de tous les autres chefs de la rébellion ;
- Saisie de 88 bombes, 200 kg d'explosifs et 166 grenades ;
- Arrestation de 1 827 fellaghas (parmi lesquels se trouvaient 253 tueurs et terroristes) ;
- Saisie de 812 armes.



Un départ prématuré

Malgré ces résultats, dont ils auraient dû pouvoir s'enorgueillir, les paras étaient las de jouer les policiers. Les colonels en avaient surtout assez de se faire injurier par la presse et de se faire traiter de S.S. Bigeard fut le premier à quitter Alger entre le 15 et le 23 mars, bientôt suivi par le 1er R.C.P. et par le 1er R.E.P., qui s'en allèrent par échelons entre la fin mars et le 15 avril. Seul, le 2e R.C.P. continua de veiller sur la ville jusqu'au 15 mai.

La première partie de la bataille se terminait par la victoire incontestée des régiments parachutistes sur le F.L.N. On devait très vite s'apercevoir que leur départ était prématuré. Le filet était relevé un peu trop tôt. C'était une faute qui n'allait pas tarder à coûter cher. **H**

P. SERGENT

LE POISSON PRIVÉ D'EAU

C'EST à partir de 1957 que les autorités d'Algérie entreprennent une politique de regroupement des populations musulmanes qui va bientôt concerner des centaines de milliers de personnes. L'objectif de l'opération est double. D'abord, soustraire les masses rurales à l'emprise du F.L.N. et favoriser leur reprise en main. Ensuite, priver les bandes rebelles d'un appui indispensable. Seules les populations sont, en effet, en mesure de leur fournir, de gré ou de force, gîte, renseignements, ravitaillement, recrutement...

Ils demandent protection à l'armée !

Cependant, cette politique ne tarde pas à soulever d'âpres critiques. S'appuyant sur des faits glanés plus ou moins au hasard, faisant allusion à des rapports « impressionnants », certaines personnalités et certains organes de presse assimilent carrément les centres de regroupement à de véritables camps de concentration. Derrière les enceintes de barbelés, plus d'un million de musulmans végéteraient dans le désespoir et le dénuement, rongés par le froid, la maladie, guettés par la famine. En fait, ces descriptions pèchent sur deux points. Elles traduisent généralement une méconnaissance totale des populations musulmanes, laissées, il est vrai, trop longtemps à l'abandon et dont les conditions de vie sont restées médiévales. Enfin, elles négligent l'état d'esprit de ces populations qui acceptent, le plus souvent, de participer avec soulagement, voire avec enthousiasme, à l'édification de ces centres qui les libèrent enfin du terrible engrenage de la guerre subversive et qui leur fait découvrir un visage inconnu de la France.

Mais il est temps de sortir des généralités et de présenter un cas concret, un exemple pris entre mille de ces centres de regroupement, celui qui concerne la population de la région des monts de Frenda. En 1956, cette zone, totalement négligée par les services français, à peine entamée par la colonisation européenne, est une véritable république rebelle. Trois katibas y manœuvrent en toute liberté et le F.L.N. exerce l'administration, lève les impôts, rend la justice. L'implantation de la 3e, puis de la 5e compagnie du 5e G.C.P. permet de porter des coups sévères aux fellaghas. Décimées, traquées, les bandes exercent alors une véritable tyrannie sur les populations rurales. Pour tenter de survivre, elles exigent, par les armes, les secours dont elles ont besoin.

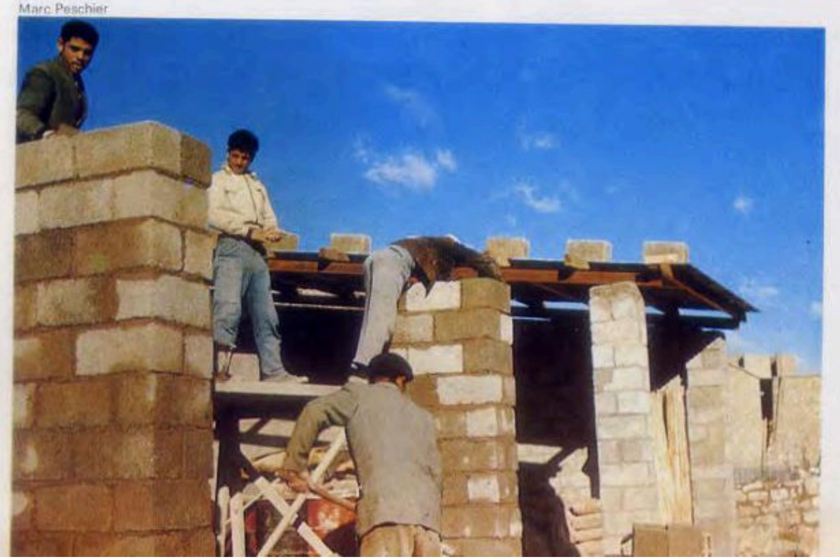


Gojon

Excédés, les habitants finissent par demander, à l'automne de 1957, la protection de l'armée dont l'ascendant sur les rebelles les impressionne, d'autant plus qu'ils sont alors convaincus que la France n'abandonnera pas la partie. S'adressant au commandant du poste, tous déclarent : « Tu as chassé les « salopards ». Ils savent que tu as la baraka et contre toi ils ne peuvent rien. S'ils reviennent, nous n'avons pas d'armes pour nous défendre. Ils nous tueront. Donne-nous l'autorisation de venir habiter près de toi. Là, on sait que tu nous défendras. » La proposition est aussitôt acceptée. Il n'est pas question d'abandonner ces malheureux. Mais le problème n'est pas mince. Le regroupement concerne près de 8 000 personnes.

En fait, la question a déjà fait l'objet d'une étude. Depuis plusieurs mois, le commandement envisage la construction de deux villages en dur, à proximité des postes militaires. Au centre de ces nou-

Marc Peschier



Ils tremblaient dans le fin fond des terres, là où le F.L.N. règne. A la porte de leurs gourbis, les rebelles leur avaient fait creuser un « matamore », réserve de céréales, où ils venaient puiser. Regroupés, ils ont décidé d'édifier eux-mêmes leur maison; en « dur » ou en branchages...

Un des premiers actes ▶ de la pacification : la réouverture du marché, le « souk ». Signe que tout va mieux, que le F.L.N. a perdu toute initiative.

◀ La « goutte de lait » pour les gosses des écoles du bled. On distribue aussi du pain. C'est le profil rose de la guerre pour beaucoup de cités de regroupement.

L'école. Quelque chose, l'école, pour des gosses qui vivaient dans le djebel. Après 127 ans de présence française, l'école, c'est enfin la bonne France ! ▼



Marc Peschier

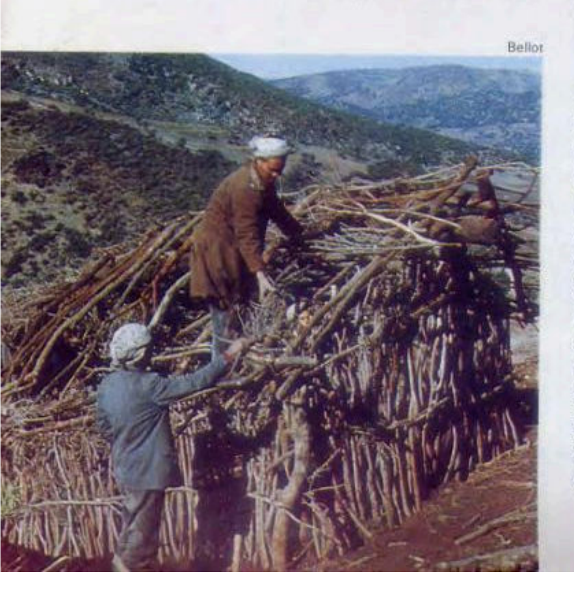


Louis Jenouvrier

velles agglomérations, on trouverait des souks bien aménagés, un centre administratif, une école ; un stade, une piscine seraient construits à l'intention des jeunes, ainsi qu'un foyer pour les anciens combattants. L'opération permettrait de créer une nouvelle communauté, de mettre fin à l'antagonisme de tribus disparates, de franchir une étape dans la construction d'une Algérie nouvelle.

Mais, pour le moment, on est en pleine improvisation. Les moyens sont maigres. Moins de 400 tentes et un crédit de 28 millions seulement. En fait, l'armée supporte la responsabilité entière de l'opération. Gradés et chasseurs, cadres de carrière et appelés vont alors livrer une lutte sans merci. Animés du même idéal, ils accueillent ceux qui fuient la terreur rebelle, qui ont quelquefois tout abandonné. Au début d'octobre, c'est un véritable exode qui commence. Toute la population des monts de Frenda vient se placer spontanément sous notre protection et rejoint l'emplacement des futurs villages de Sidi-Bakti et de Sidi-Allel.

Bellot



Pendant une semaine, le djebel déverse vers les postes des musulmans poussant des ânes courbés sous un tas de ballots et entourés de moutons, de chèvres et de chevaux. Nos véhicules disponibles permettent de venir en aide aux vieillards, aux infirmes, aux femmes et aux enfants. Les chasseurs diminuent volontairement leurs rations pour donner à manger à tous. Cette preuve de solidarité donnée par ceux qu'ils appellent les « fils de France » les touche profondément et leur prouve qu'ils appartiennent désormais à la communauté française.

Le 10 octobre, au soir, plus de 3 000 personnes sont venues se placer sous notre protection dans les deux centres. Au soleil couchant, le spectacle est grandiose. Les dernières lueurs rougeâtres s'estompent dans le ciel où scintillent déjà les premières étoiles. A l'horizon, le djebel violacé découpe son énorme masse sombre. Un murmure s'élève du campement où bêtes et gens s'affairent. De chacune des tentes ou *kheimas* sort une fumée bleuâtre qui plane en un nuage épais et obscurcit encore davantage cet immense rassemblement. Ce soir, chacun va pouvoir goûter enfin une nuit de repos et de sécurité. Le rebelle ne sera pas à redouter.

Mais l'heure n'est pas à l'euphorie. Il faut éduquer, soigner, nourrir toute cette population. Depuis le 1er octobre, une école fonctionne à Sidi-Bakti. Le premier jour, trois élèves. Six le lendemain. Quarante le 3 octobre. Le 10 enfin, ils sont plus d'une centaine. Une cantine assure le repas de midi. Mais le regroupement exige l'ouverture d'une seconde école à Sidi-Allel. Elle va s'installer dans un gourbi abandonné, près du poste. Construit en dur, recouvert de *diss*, mélange d'herbe et de terre, il ne nécessite que quelques aménagements. Des équipes de chasseurs entreprennent d'élargir la porte, de percer les fenêtres, de blanchir les murs à la chaux. Mais l'enthousiasme ne remplace pas toujours la compétence. C'est ainsi qu'un beau matin le toit s'effondre avec fracas ! Qu'à cela ne tienne, on le reconstruit suivant les meilleures traditions locales et, le 20 octobre, l'école ouvre ses portes à 44 élèves. Mais devant l' « explosion scolaire », il faut bientôt prévoir trois classes par école.

Silos souterrains pour les rebelles

Une infirmerie s'installe sous une tente. Mais les moyens sont encore rudimentaires et l'infirmier militaire franco-musulman n'a que des connaissances sommaires. Néanmoins, chaque jour, hommes, femmes, enfants viennent se faire soigner et les cas douteux ou trop difficiles sont dirigés sur l'hôpital de Frenda.

Mais le problème le plus urgent est celui de la nourriture. La plupart des gens sont arrivés au camp avec quelques ▶



◀ La *diffa*, le festin, ici dans le bled. Un menu copieux, *chorba* (potage), couscous, pâtisseries, kaouah (café) et cigarettes ! Harkis, bidasses et officier. En burnous et en turban, les notables. Dans l'autre camp, on dira « les traîtres ».

A Collo, entourée de forêts de chênes-lièges, c'est la distribution du bois à la population pour reconstruire un village. Dans le secteur de Collo, le colonel Vaudrey « regroupera » tout le massif en nouveaux centres.

G. Maffait

des douars de la peur aux cités-guitounes...

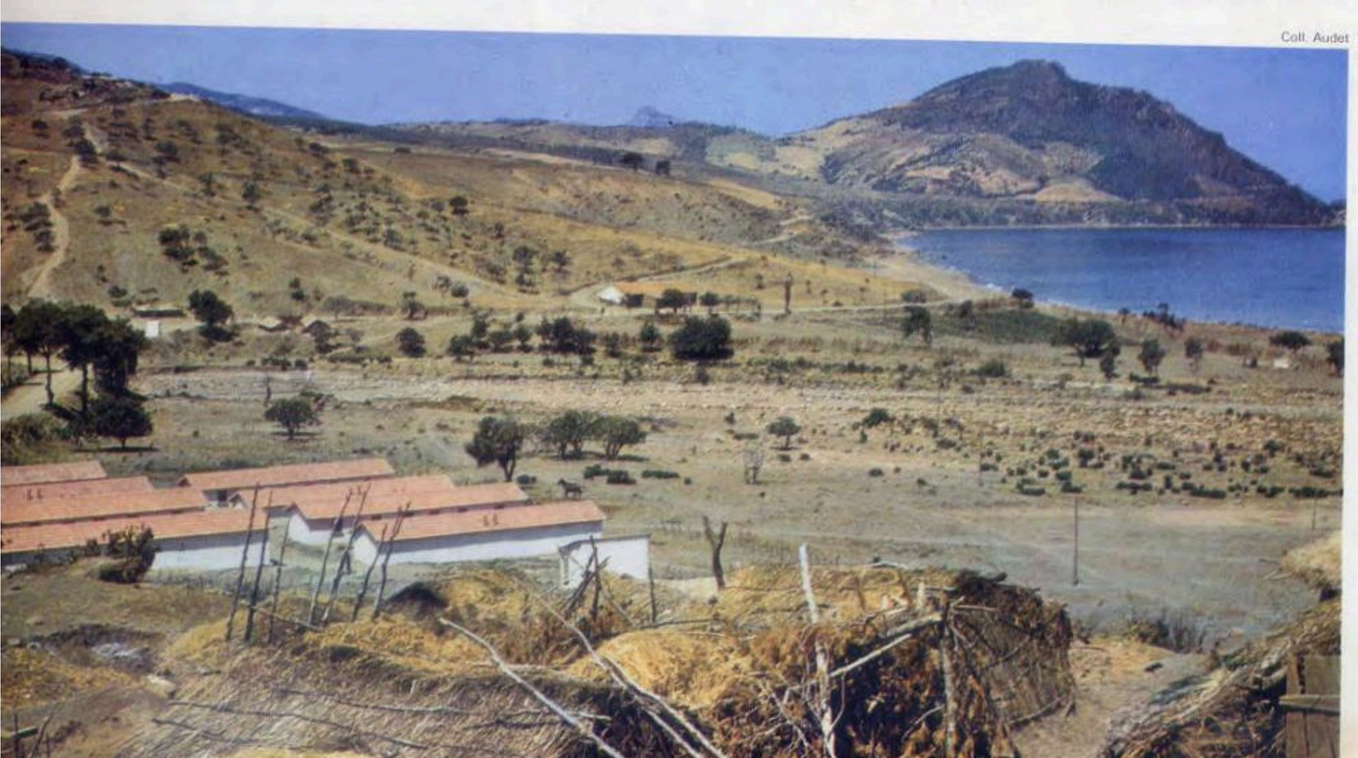
jours de vivres seulement. Le produit des récoltes, le grain, à la fois nourriture et monnaie d'échange, est resté dans les « matamores », ces silos souterrains creusés à proximité des gourbis... à la merci des rebelles. Plusieurs opérations sont nécessaires pour le récupérer et la majeure partie est ramenée au regroupement. Certes, les troupeaux iront au pâturage de jour mais les travaux des champs doivent se poursuivre normalement. Pour des raisons de sécurité, hélas ! il n'est plus possible de cultiver les terres trop éloignées. L'avenir de ces futurs villages, le succès de l'opération « Regroupement », exigent une redistribution rapide des terres. Début décembre c'est chose faite et les premiers travaux des champs commencent.

Si la proximité de la forêt résout le problème du bois de chauffage, la question la plus critique concerne les moulins à grain, indispensables pour préparer la galette ou le couscous. Finalement, trois moulins en mauvais état seront récupérés dans les douars et réparés, non sans mal.

Ainsi, grâce à la bonne volonté de tous, les premières difficultés sont surmontées. Chacun consolide sa tente, creuse des rigoles pour l'écoulement des eaux, des feuillées. La vie reprend un cours presque normal. Pourtant, nous ne sommes pas au bout de nos peines. Les villages de toile ne sont qu'une solution d'attente. Les pluies d'automne qui précèdent un hiver généralement rude ne vont pas tarder. Il faut mettre le maximum de familles à l'abri, sinon la situation risque de devenir tragique. Les chantiers de construction doivent être ouverts au plus tôt et c'est d'ailleurs le seul moyen d'assurer la subsistance des propriétaires dont les terres se trouvent en zone interdite.

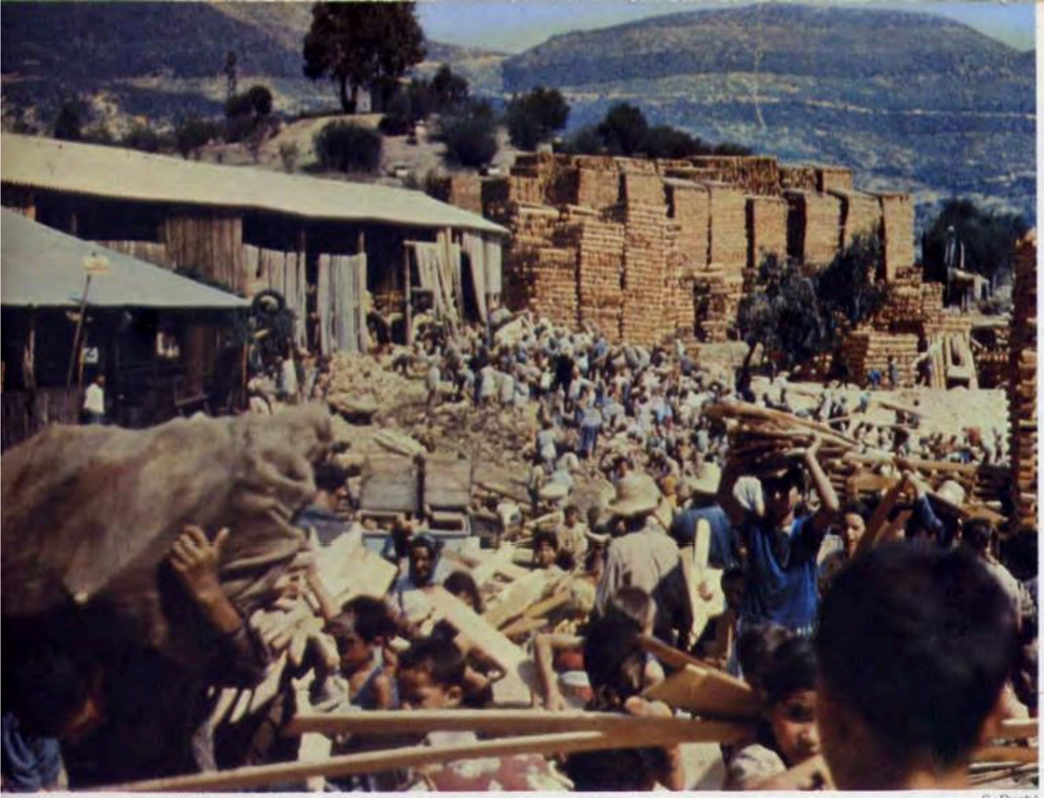
Chaque quartier de ces villages comporte le même plan. Situé à 300 mètres du poste, il comprend trois rues principales, larges et spacieuses, dans l'axe des armes automatiques, pour faciliter la surveillance et l'intervention du détachement de protection. Chaque maison est prévue pour une famille de cinq personnes avec une grande pièce et une

Coll. Audet



◀ Le regroupement, c'est la paix à l'ombre des fusils... et des toits qu'on a déplacés. Il y en eut qui ressemblaient à des camps de concentration. La réalité, ici, n'était pas aussi apocalyptique.

Les pluies diluviennes ▶ d'Algérie ont parfois transformé les camps de regroupement en bourbiers, et l'angle de la photo leur a donné le sinistre alignement des « camps de la mort ». Celui-ci n'est pas encore habité.


G. Duché

cour entourée de murs élevés. Mais on constate rapidement qu'on a sous-estimé le cubage de pierre nécessaire et que la confection des toits risque d'entraîner des coupes de bois interminables, exigeant une lourde protection militaire en forêt.

Finalement, un chef de section suggère : pourquoi ne pas construire des blocs de quatre maisons, avec des murs intérieurs plus minces, ce qui permettrait encore de résoudre le cas des familles nombreuses ? Quant au problème des charpentes, il reçoit une solution élégante. Chaque regroupé récupérera la toiture et les portes de son ancien gourbi, ce qui offrira l'avantage de priver les rebelles de tout abri sérieux...

Reste maintenant à trouver la main-d'œuvre. Mais le recensement des maçons n'est guère encourageant. A peine une douzaine de chasseurs dans les deux compagnies. Tant pis ! Ils joueront les contremaîtres et encadreront les ouvriers choisis parmi les plus dégourdis. Au bout de quelques semaines, ceux-ci pourront à leur tour devenir chefs d'équipe. Il n'est pas question, en effet, de faire appel à une main-d'œuvre étrangère au douar. Les regroupés veulent construire leur village eux-mêmes. « Nous passerons l'hiver sous la tente, si c'est nécessaire, me disent-ils. Nous avons confiance en toi. Tu n'as qu'à nous dire ce qu'il faut faire ! »

Le 15 octobre, les deux chantiers ouvrent leurs portes. La veille, les équipes de jalonneurs recrutés, comme il se doit, dans le groupe de mortier, ont commencé à piqueter les rues et les emplacements des maisons. Mais faute de moyens, nous n'avons pu embaucher qu'une centaine d'ouvriers au total et la parcimonie des crédits pose un sérieux problème de salaires. Je l'avoue franchement : « Les travaux que vous allez effectuer ici dureront plusieurs années. Je vous promets que vous ne manquerez pas de travail. La réglementation actuelle m'oblige à vous payer 550 francs par jour. Ce que j'ai en ce moment ne me permet de vous donner que 350 francs. D'habitude vous n'avez rien d'autre. Ici, on vous donne le terrain et on vous paye pour construire votre maison. » Je n'ai pas le temps de finir. « Ça ne fait rien, on a confiance en toi. On sait que tu fais tout ton possible pour nous faire du bien. Donne-nous ce que tu peux, on se débrouillera. »

Mais des difficultés imprévues surgissent. Pour tout matériel lourd, nous n'avons hérité que de deux camions civils réquisitionnés, une niveleuse, un bulldozer. Or, à la fin d'octobre, il est encore impossible de payer les chauffeurs, qui manifestent et menacent de ne plus travailler. Celui du bulldozer est le plus violent. Déjà, à Aflou, il avait tenté d'incendier sa machine pour ne plus travailler pour les Français. Au cours d'une liaison sur Frenda, il profite de l'occasion pour nous fausser compagnie. A ce moment, un jeune rappelé, le chasseur Maurin, vient me tirer de mes réflexions. « Mon lieutenant, je sais que le bulldozer n'a plus de conducteur. C'est mon métier dans le civil. Je suis volontaire pour le conduire... – D'accord ; si tu le mets en route, on attaque tout de suite l'extraction de la pierre. »

Maurin saute sur le bulldozer, le moteur tourne, mais il essaie en vain d'actionner le rotor. Après une rapide inspection, il s'écrit : « Le salaud ! Il a saboté le bull ! Le câble est cassé... Il faut changer la poulie d'entraînement. » Le sergent Lafeuille, le roi des bricoleurs, arrive à la rescousse : « Je vous parie l'apéritif que dans vingt-quatre heures le bull tourne rond. – Comment ? – L'ancien fermier a laissé dans sa ferraille un vieux bulldozer préhistorique. On va récupérer les pièces et les adapter à celui-ci. »

Le lendemain matin, après avoir travaillé toute la nuit, Lafeuille vient me trouver, triomphant : « Mon lieutenant, le bull est prêt. Voulez-vous assister à la perte de votre pari ? » J'aperçois alors Maurin assis sur le siège, le sourire aux lèvres. « En avant toute ! » crie Lafeuille. Le moteur démarre au quart de tour et le monstre s'ébranle sous les hourras des chasseurs rassemblés. « Pour moi ce sera un ricard », conclut Lafeuille.

Le 1er décembre 1957, la phase d'improvisation peut être considérée comme terminée. De nouveaux crédits arrivent et le sous-préfet obtient une centaine de tentes supplémentaires. Quatre bara- ▶

Coll. Audet





Coll. Audet

◀ Juillet 1957. Le F.L.N. s'est considérablement renforcé dans le bled, où certains colons ne peuvent se passer d'une protection militaire pour les travaux de la moisson.

..et des cités-guitounes aux villages en paix

ques préfabriquées sont en construction à Frenda, deux presque terminées. Trente camions civils sont là et avec la formation de la main-d'œuvre, le rythme des travaux s'accélère. Certes, le mauvais temps vient encore nous contrarier. La pluie transforme le campement en un immense bourbier dans lequel on enfonce jusqu'à la cheville. Les travaux doivent être interrompus et le premier bloc de maisons, le bloc de l'espoir, s'effondre alors qu'il était presque terminé! Lorsque le soleil reparaît, chacun se remet à la tâche.

Les femmes renoncent au voile

Le 11 novembre, des vêtements neufs sont remis aux enfants des écoles. La joie qui se lit sur ces pauvres petits visages est indescriptible. Les pieds trépignent, les mains applaudissent. Quant aux anciens combattants, ils célèbrent avec ferveur la fête de l'Armistice. L'un d'eux reçoit la croix de la valeur militaire. Un déjeuner est ensuite offert par les jeunes soldats. Chacun évoque son régiment, ses campagnes. Enfin, il n'est pas jusqu'au chef religieux récemment rallié, un marabout, qui ne sorte de son expectative. Après un mois de mutisme, il m'aborde : « Je peux t'aider car tes intentions sont pures comme l'eau de la source qui coule dans le djebel. Tu es notre père et nous sommes tes fils. Si Allah veut bien m'accorder son aide, ensemble nous ramènerons la paix dans toute la région. » Il me demande ensuite de rétablir la fête du marabout supprimée depuis deux ans. « C'était une très grande fête qui durait deux jours. Tous les gens des environs venaient. Il y avait à l'issue des réjouissances une magnifique fantasia. » J'accorde aussitôt l'autorisation. « Que cette fête soit la première de la paix retrouvée ! Cette fois, il n'y aura pas de fantasia, mais l'an prochain, je te promets qu'il y en aura une, magnifique ! » Lors de cette première fête, le chef religieux priera pour qu'Allah conserve en bonne santé et continue d'éclairer de ses sages conseils ce lieutenant roumi et tous les fils de France qui l'accompagnent.

Au printemps de 1958, les résultats paraissent concluants. Les deux écoles comptent maintenant au total plus de 425 enfants. Avant les événements, une seule classe fonctionnait avec une quarantaine d'élèves. Chaque jour, les écoliers ont un plat chaud, servi sur une table recouverte d'une toile cirée. Deux ou trois fois par semaine, le repas comporte de la viande. Un dessert et du café sucré complètent le menu. Les salles de consultation disposent maintenant d'un certain équipement. La teigne, très répandue chez les enfants et les adultes, est en voie de disparition. Le dépistage et la prévention de la tuberculose sont entrepris. Chaque mois, on enregistre 5 000 consultations.

Les chantiers de construction ne chôment pas. Près de 500 maisons sont terminées. La population a laissé éclater sa joie à l'ouverture des premiers magasins. Un café maure remporte un vif succès. L'industrie du tapis est remise à l'honneur. La formation des élites commence. Une centaine d'hommes âgés de vingt à soixante ans suivent les cours du soir.

Quant à l'évolution de la femme, elle tient du miracle. Avec l'accord du marabout, la plupart renoncent au voile. L'action intelligente et adroite de l'assistante médico-sociale, secondée par de jeunes infirmières musulmanes, contribue à cette transformation. Enfin, trois moniteurs d'éducation physique ont accepté d'abandonner leur poste pour se consacrer à leurs jeunes coreligionnaires. Ils les initient au basket et au football. Au sein de cette association sportive, les jeunes reçoivent une formation civique.

Sur le plan administratif, le comité de regroupement remplace les autorités traditionnelles. Il comprend le chef religieux, les notables, le garde champêtre, les représentants des anciens combattants et de chaque corporation. Le commandant de l'unité de protection, l'officier S.A.S., le médecin et l'instituteur assistent aux réunions où sont prises toutes les décisions concernant la vie du groupe. Le comité permet d'éliminer l'esprit tribal et de préparer la venue de nouvelles élites au sein du futur conseil municipal.

Enfin, les harkas participent à la protection. Chacune comprend une quarantaine de volontaires, dont nombre de fellaghas ralliés. Le 6 janvier, au cours d'un accrochage, une poignée de harkis met en déroute une bande rebelle qui laisse 15 tués et 10 blessés sur le terrain. Deux harkis sont tués dans l'engagement.

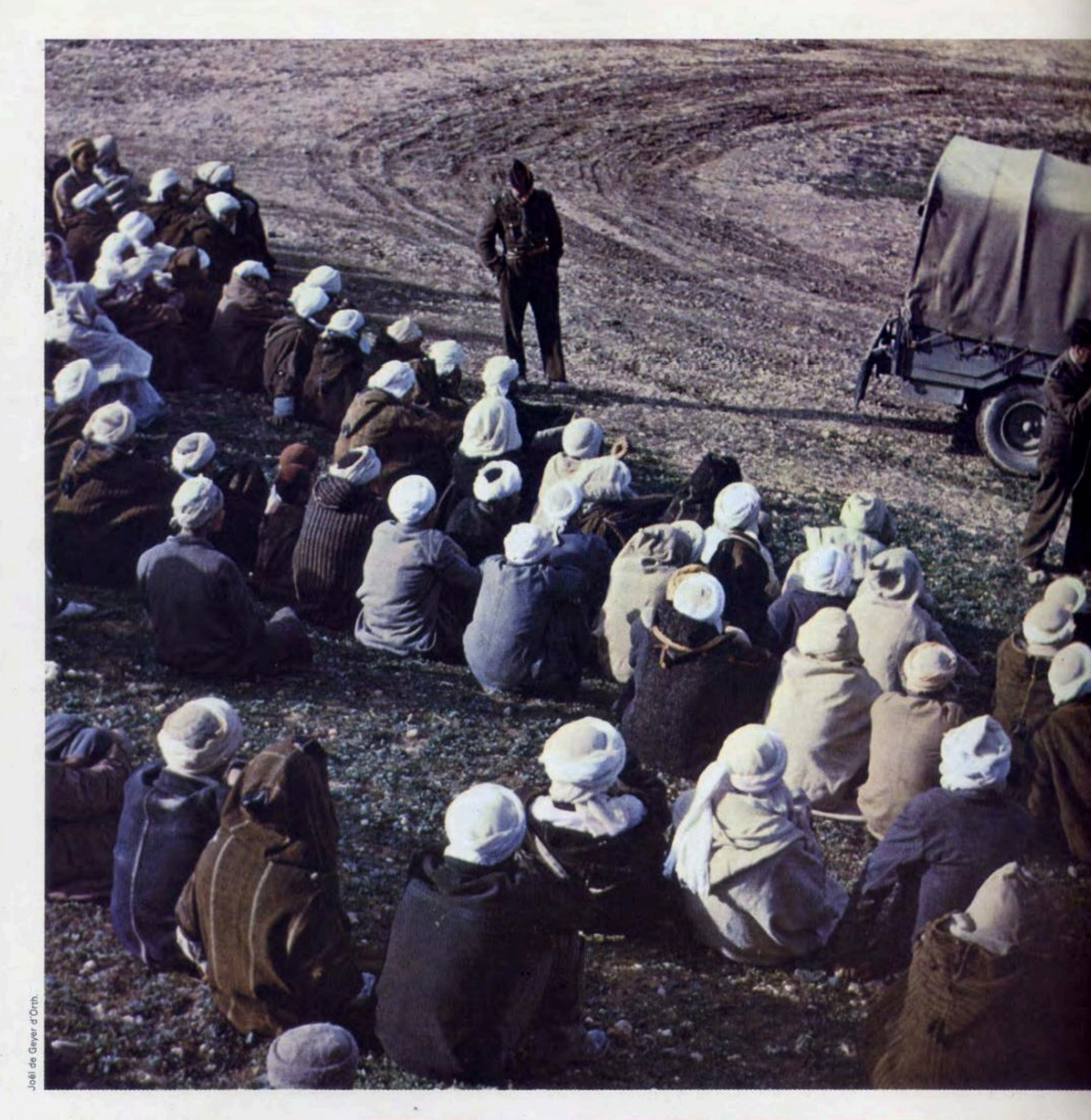
Les efforts déployés, les sacrifices consentis pourraient rapidement faire tache d'huile. Des douars voisins demandent à se placer sous notre protection. Des documents trouvés sur des rebelles tués ou capturés expriment un net découragement devant l'attitude de la population musulmane. Cette réalisation est l'expression de la richesse de cœur qui anime notre jeunesse. Obtenue grâce à une foi et à un idéal communs, elle offre un bel exemple de la nouvelle communauté franco-musulmane. H

M. AUDET



Pierre Tétrel

Le tissage des tapis de laine. Pour les femmes des douars, une activité lucrative à l'heure des regroupements.



Joël de Geyer d'Orth.

L'action psychologique? Une arme nouvelle qu'au cours des vingt dernières années on s'est efforcé de faire entrer dans l'arsenal militaire. Mais une arme de spécialistes à manipuler avec précaution. Jusqu'à quel point l'art de convaincre a-t-il une efficacité confirmée? Ces gens de la montagne auxquels on explique que le combat du F.L.N. est le mauvais combat, que la France est la juste cause, que « la France restera, pour défendre ses fils, tous ses fils, de l'emprise des bandits et des assassins »! Danger du verbe quand il veut trop prouver. L'exemple des officiers vivant au milieu des populations et donnant chaque jour les preuves obscures mais efficaces d'une France bienfaitrice réussit mieux que les discours.

57: L'ORANIE BAT DE L'AILE

PENDANT les premières années de la guerre d'Algérie, l'Oranie n'a été le théâtre d'aucun événement spectaculaire tel que le débarquement de Suez, la capture de Ben Bella ou le nettoyage de la Casbah d'Alger. Au cours de cette période, plutôt que de chercher à éviter la propagation de la rébellion dans l'Ouest algérien, où les fellaghas avaient trouvé un terrain peu favorable pour s'implanter, nos gouvernants ont préféré, d'une part, isoler les insurgés, les priver de l'assistance que leur don-

(Suite page 1120)



Delapanneterie J.-C.-R.



Les échappées fauves
de la plaine du Chélif, où les
fermes dispersaient leurs murs
blancs et leurs îlots d'eucalyptus.
Au loin, les monts de l'Ouarsenis.

erreurs et propagande !

(Suite de la page 1117)

nait Nasser, le leader du panislamisme, et, d'autre part, tenter de réduire les foyers de l'insurrection dans l'Aurès, en Kabylie, à Alger même, là où les H.L.L. se montraient plus entreprenants et plus dangereux. A cette époque, il ne nous appartenait pas, en tant qu'exécutants, de discuter les conceptions politiques et stratégiques du pouvoir et les idées de manœuvre qui en découlaient pour notre haut commandement. En revanche, aujourd'hui, compte tenu du déroulement des faits, l'historien a le droit de se demander si nos responsables ont eu raison de n'attacher qu'une importance secondaire au théâtre d'opérations d'Oranie.

Le succès de l'opération d'Égypte était fort douteux en raison de l'ambiance politique du moment : hostilité américaine, appui réticent de la Grande-Bretagne. Nous nous engagions loin de nos bases, dans une manœuvre d'aile où notre corps expéditionnaire opérait à une trop grande distance de nos forces principales pour leur être utile. Une démonstration en Tunisie ou au Maroc eût sans doute été plus bénéfique. L'expédition d'Égypte a, pendant plusieurs mois, privé l'armée d'Algérie de troupes de qualité. Notre prestige en a souffert, une habile propagande du *Bikbachi* auprès de la masse musulmane ayant présenté l'opération de Suez comme un échec pour notre armée. La collusion entre la France et Israël a dressé contre nous nombre d'Algériens fidèles à la cause française. Le petit peuple du Maghreb, l'homme de la rue, nous en a voulu de notre soutien aux forces israéliennes.

Comme la Cochinchine

En ce qui concerne le théâtre d'opérations algérien lui-même, l'Oranie ne méritait pas d'être traitée en parent pauvre. Elle constituait le plus beau fleuron de notre province africaine. Son économie avait largement bénéficié de l'importance du peuplement européen. Le développement d'Oran en faisait foi. Des terres riches et bien cultivées assuraient à la population un niveau de vie, sinon élevé, du moins acceptable. On pouvait déjà prévoir que les ports d'Oranie serviraient d'exutoires au gaz et au pétrole sahariens. Du point de vue stratégique, les bases de Mers el-Kébir, de Lartigue, de Colomb-Béchar jouaient un rôle essentiel dans le dispositif de sécurité français et même européen. Au cas où il faudrait un jour en venir à envisager une solution fédérative du problème algérien, l'Oranie pouvait constituer un État de la fédération, un refuge pour la population de souche européenne et pour tous les Algériens fidèles à la cause française. Ce solide bastion aurait été aisé à défendre, sa configuration géographique étant moins difficile que celle du Constantinois ou de l'Algérois.

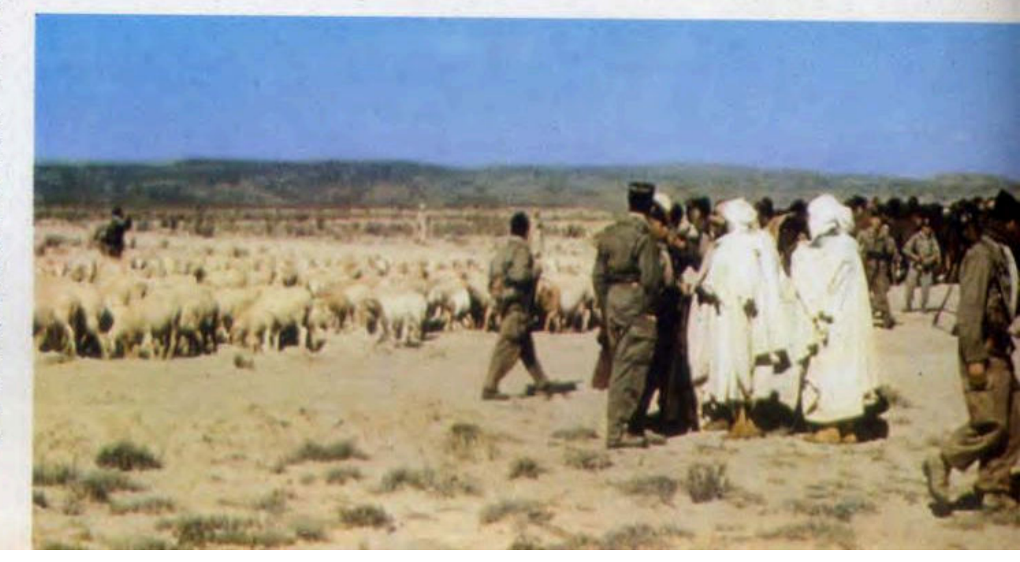


R. Bail

Mais la mentalité française se montrait peu encline aux solutions de compromis du genre coréen. Nos responsables, après avoir longtemps considéré l'Indochine comme un tout, se refusaient à envisager une partition de l'Algérie. Les gouvernements de la IVe République ignoraient-ils le proverbe : « Qui trop embrasse mal étreint »? En tout cas, ils n'eurent aucun plan, aucune véritable politique de décolonisation. On ne peut adresser le même reproche au pouvoir qui leur succéda. Mais lui aussi, en dépit de quelques velléités, adopta un concept unitaire pour régler le problème algérien. Sur le plan stratégique, cette rigidité de principes devait aboutir, en Algérie, aux mêmes conséquences qu'en Indochine. L'importance de l'Oranie fut sous-estimée, comme l'avait été celle de la Cochinchine.

Cette remarque liminaire éclaire les caractéristiques des opérations en Oranie, les difficultés auxquelles nos chefs et nos soldats eurent à faire face.

Le général Raymond Pedron commandait, depuis le début d'avril 1956, la division d'Oran, qui allait devenir un corps d'armée. Je le connaissais bien. Nous étions de la même promotion de Saint-Cyr et je lui avais succédé au commandement de la 4e division motorisée à Oujda. Cette division gagna l'Algérie à la fin de juillet. Ayant fait partie de l'équipe du général Juin pendant la campagne d'Italie, puis de l'état-major de la Défense nationale, le général Pedron avait assumé de hautes responsabilités, traité des questions d'une portée stratégique mondiale. Sa carrure physique et son envergure intellectuelle en imposaient. Ancien professeur de tactique générale à l'École de guerre, ce maître de l'art militaire tenait compte des possibilités du moment. Son application ne laissait rien déterminer au hasard. Il





◀ Le barrage d'Oranie, face à la frontière marocaine, édifié par le général Pedron, commandant la division d'Oran, avant qu'on parlât de la ligne Morice, sur la frontière est.

1956 : l'opération « Zoulou », dans la région de M'Sirdas, en Oranie. 100 km de front. Surveillant la manœuvre, le général Pedron. Lunettes à la main, son adjoint, le général d'Esneval. ▶

Keystone

décomptait ses moyens en bon fantassin qu'il était. Tout en reconnaissant leur utilité dans la guérilla, il se méfiait d'un emploi abusif des armes modernes, de l'aviation en particulier. Cet artisan de la bataille du Garigliano se souvenait qu'il était né à Constantine, qu'il avait été, au début de sa carrière, officier du Service des affaires indigènes au Maroc. Il montra qu'il connaissait l'Islam et les musulmans, ne s'en laissa point conter par les politiciens locaux, parfois plus belliqueux qu'efficaces.

Dès juillet 1956, il voulut marquer sur le terrain sa volonté de s'accrocher au sol algérien. C'est lui qui conçut et édifia le barrage d'Oranie face à la frontière du Maroc : idée nouvelle car, alors, il n'était encore nullement question de la ligne Morice sur la frontière de Tunisie. Il eût, certes, mieux valu construire cet ouvrage en territoire marocain, aux abords de la Moulouya. Mais notre politique de bonne entente avec le gouvernement chérifien rendait cette conception impossible. Suivant l'expression de Georges Bidault, il ne nous restait que la solution de défendre, sur ses frontières, l'Algérie, « cet oiseau aux ailes coupées ».

Une position défensive doit être considérée, non pas comme un rempart derrière lequel les troupes adoptent une attitude passive, mais plutôt comme une base de manœuvre, permettant d'effectuer des sorties analogues à celles que nous voyons pratiquer aujourd'hui par les forces armées d'Israël. C'est ainsi que le général Pedron concevait le barrage d'Oranie. Malheureusement, ses successeurs n'eurent jamais l'autorisation d'exercer un droit de poursuite sur les bandes de fellaghas installées en territoire marocain et bénéficiant de la complicité de fonctionnaires chérifiens tels que Si Ahmed Ould Amar Hamidou, l'amel d'Oujda. Le barrage permit du moins de limiter le trafic d'armes.

A la réalisation de cette grande œuvre le général Pedron consacra la majeure partie de ses moyens. De 12 000 hommes en avril 1956, les effectifs du corps d'armée d'Oran finirent par atteindre 100 000 hommes en juillet 1957. Le général Pedron disposa notamment de la 13[e] D.I. légère, de la 29[e] D.I., de la 4[e] D.I.M., de la 5[e] D.B., de la demi-brigade de fusiliers marins. Les deux tiers de ces unités furent utilisées à la construction du barrage, à la surveillance de ses abords et au nettoyage de la zone frontale, notamment dans la région montagneuse voisine de Tlemcen. La 4[e] D.I.M., renforcée de quelques bataillons, devait veiller à la sécurité des arrières : une vaste tranche d'Algérie peuplée d'un million d'habitants. Elle s'étendait de la Méditerranée au Sahara et fut fractionnée plus tard en trois départements : Mostaganem, Tiaret, Saïda.

Bien entendu, le général Lorillot, commandant en chef, approuva l'idée de manœuvre du général Pedron. Si j'avais été à la place de nos chefs, j'aurais peut-être eu la même conception qu'eux.

Cette « impasse » présentait néanmoins des inconvénients. Les fellaghas ne manquèrent pas de profiter du vide créé sur nos arrières, où les mailles du quadrillage étaient trop distendues. La guérilla ne respecte pas les principes de la guerre classique, en particulier la distinction entre le front et les arrières... Tout en demeurant actifs au voisinage de la frontière marocaine, nos adversaires se rassemblèrent dans les zones montagneuses de la partie orientale de l'Oranie : la bordure ouest de la chaîne des Dahra entre la mer et la vallée du Chélif ; le bastion ouest du massif de l'Ouarsenis, qui se prolonge au-delà de l'oued Mina par les Beni-Chougrane ; les monts de Tiaret, de Frenda et de Saïda, frange nord des hauts plateaux ; et surtout le djebel Amour (1 800 m dans la région d'Aflou) qui fait partie de la chaîne de l'Atlas saharien. Dans ces zones difficilement pénétrables à nos véhicules motorisés, l'approche des repaires des « fellouzes » sera malaisée pour nos jeunes fantassins peu entraînés à la marche.

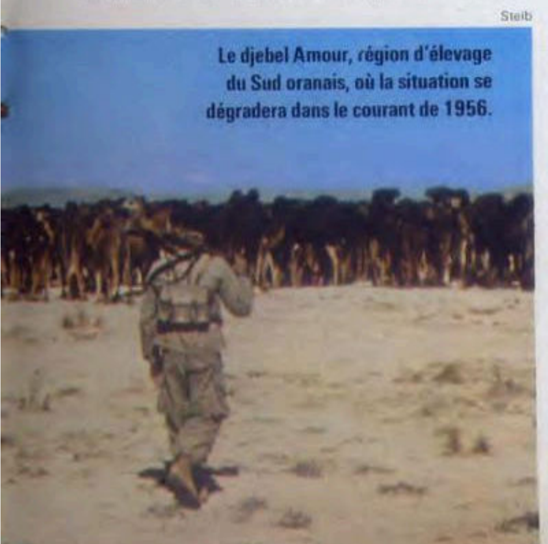
Au début de l'automne de 1956, les rebelles s'enhardirent, firent des incursions nocturnes sur les centres de colonisation nombreux dans la vallée du Chélif, autour de Relizane, au sud de Mascara, dans le Sersou et aux environs de Saïda (1). Suivant les expressions consacrées, la situation se dégradait, pourrissait. Les colons perdirent confiance dans l'armée. Nombre d'entre eux abandonnèrent des fermes souvent difficiles à défendre, en raison de leur éloignement des centres.

Le travail de sape

Quant à la population musulmane, soumise à une propagande intensive, terrorisée par les crimes des rebelles, épouvantée à la suite des massacres qu'ils pratiquaient, elle adopta à notre égard une attitude sinon hostile, du moins réservée. Seuls, quelques notables musulmans, malgré les menaces dont ils étaient l'objet, continuèrent à militer à nos côtés. Tels furent, dans la zone de la 4[e] D.I.M., Ali Chekkal, Chentouf Adda, le cheikh Ben Tekouk. Tous trois payèrent de leur vie une attitude héroïque. Par crainte des représailles, le fellah conserva la bouche cousue et ne fournit plus aucun renseignement aux autorités locales. Faute d'objectifs précis, nos ratissages tombèrent dans le vide et n'obtinrent que des résultats insignifiants. Notre prestige en souffrit.

Dans cette Oranie où le souvenir d'Abd el-Kader, né près de Cacherou, ▶

Steib



Le djebel Amour, région d'élevage du Sud oranais, où la situation se dégradera dans le courant de 1956.

(1) Dans le seul secteur de la 4[e] D.I.M., à la fin de l'année 1956, 150 installations agricoles avaient été détruites.

valse des généraux : fâcheuses conséquences



Automne de 1956. Les « fells » attaquent les fermes, dans le Chélif, égorgeant le bétail, brûlant, assassinant.

Larrous/Alpha Press

restait vivace, aux environs de Tiaret, voisine des ruines de sa capitale (Tagdempt), comme dans les Traras, où le marabout de sidi Brahim dressait encore sa légendaire silhouette, les fellaghas de la wilaya 4 trouvaient des complicités, recrutaient, tissaient la toile de leur infrastructure politico-militaire. En janvier 1957, la grève déclenchée par le F.L.N. fut généralement suivie dans les villes d'Oranie. Les katibas s'organisaient. Elles ravagèrent orangeraies et vignobles, coupèrent routes, voies ferrées et lignes téléphoniques. Opérant par surprise, les bandes obtinrent même des succès locaux. A la fin de septembre, durant une opération dans les Dahra, la 4e D.I.M. perdit son premier officier tué à l'ennemi. Comme celle d'Indochine, la guerre d'Algérie fut une guerre de capitaines et de lieutenants. Beaucoup d'entre eux « moururent au lit d'honneur », ainsi que l'on disait au Grand Siècle. Leurs noms ne figurent point sur les stèles de nos villes et de nos villages, mais leurs camarades s'en souviennent. En écrivant ces lignes, je rends hommage au sacrifice du capitaine Garrigue, des sous-lieutenants Christian de Vallois et Ribiolet, morts pour la France à la 4e D.I.M...

Palabres et atermoiements

Les 2 et 3 octobre, deux détachements motorisés du 1er et du 110e R.I.M., au retour d'une expédition au profit du secteur de Méchéria, tombèrent successivement dans des embuscades, au sud d'Aflou, sur un terrain chaotique et subirent de lourdes pertes. Le 15 octobre, les H.L.L. attaquèrent la S.A.S. du Melaab, en cours d'installation et s'emparèrent d'une cinquantaine de fusils.

Bien préparées, exécutées avec vigueur par nos jeunes appelés, nos réactions infligèrent à l'ennemi de sévères leçons. Tels furent notamment les opérations 408 et 409 dans les Dahra (17 au 20 novembre) et les combats d'Aflou (opération 410) dans la première quinzaine de décembre. Cette dernière affaire fut une des plus payantes de la guérilla en Oranie. Les fellaghas perdirent 150 des leurs, plus de 500 armes (dont une centaine de guerre), du matériel de toute nature, un troupeau de 250 animaux : chevaux, mulets, etc.

Ces notables succès ne purent être exploités faute de moyens pour occuper le terrain d'une façon permanente. En effet, là comme ailleurs en Algérie, l'armée, véritable Maître Jacques, devait mener de front une infinité de tâches. Outre son rôle opérationnel, il lui fallait assumer des devoirs multiples : protéger les personnes et les biens de la population, assurer la protection des S.A.S., des chantiers de travaux et des fermes, soutenir le moral des civils grâce à l' « action psychologique », fournir des maîtres aux écoles du bled, recueillir des renseignements. Ce travail de pacification, sans cesse à renouveler, exigeait une longue patience. Il incombait alors, en principe, aux autorités civiles. Les sept cents officiers S.A.S., par exemple, œuvraient suivant les directives des préfets. Certes, ces derniers collaboraient avec les généraux qui commandaient les secteurs opérationnels. En fait, même, faute de personnel qualifié en nombre suffisant et en raison de l'insécurité du bled, l'administration préfectorale déléguait ses pouvoirs pour la pacification aux commandants d'unité. Les rapports entre civils et militaires étaient le plus souvent cordiaux. Il n'en est pas moins vrai que cette manière de faire processionnelle, avec ses palabres et ses atermoiements, profita aux fellaghas. Étant donné les circonstances, il eût été préférable de confier, dès le début de l'insurrection, les responsabilités à l'armée. On attendit le 13 mai 1958 pour le faire.



Les vaches ont été brûlées vives dans l'étable incendiée.

Larrous/Alpha Press

Les militaires déploraient également les lenteurs de la justice. Elles faisaient soupirer nos amis musulmans, soumis aux procédés expéditifs du F.L.N.

Nous regrettions aussi que les limites des commandements militaires en Oranie dussent forcément coïncider avec celles des départements. Par exemple, il n'y aurait eu que des avantages à éviter le fractionnement des zones montagneuses telles que les Dahra ou l'Ouarsenis. De même, il eût été plus judicieux de rattacher au Sahara le djebel Amour.

Enfin, l'organisation de la défense des fermes revenait, elle aussi, à l'administration préfectorale. La plupart du temps, celle-ci se montra défaillante, n'ayant pas les moyens de venir en aide aux colons. Nombre d'admi-

Mazella



Pour un temps, en 1956, des ouvriers continueront à cultiver les terres des colons. Puis des menaces de mort pèseront sur eux aussi. Et on ne les verra plus revenir, un matin. Certains rejoindront alors le maquis, d'autres leur lopin de terre et leur charrue en bois, tirée par des ânes. Comme au temps du Moyen Age!

Viaud





F. Reynaud

Dans toute l'Algérie, des fermes paisibles devront organiser leur propre défense pour assurer leur survie. On y élèvera des miradors, où les colons prendront la garde.

nistrateurs se méfiaient des pieds-noirs, suspects d'hostilité à l'égard des musulmans, voire de fascisme. Les U.T. étaient le plus souvent mal utilisées. Rendons hommage, à cette occasion, aux courageux Français qui collèrent à leurs terres et défendirent leur demeure au péril de leur vie. Il y en eut d'héroïques.

Avec les encouragements du général Pedron, je fus amené à prendre en main dans ma zone la question de la défense des fermes.

Ayant vu en Israël, durant le conflit de 1948, le rôle bénéfique joué par les *kibboutzim,* qui permettaient au commandement de sérieuses · économies d'effectifs, je cherchai à généraliser les coopératives d'autodéfense du genre de l'E.N.A.R.O. Ce groupement de quinze fermes de la région de Mostaganem, animé par le capitaine de réserve Duseigneur, disposait d'une U.T., de véhicules armés, de sirènes d'alarme. Chaque ferme comportait un réduit fortifié. Nos projets ayant reçu l'approbation du ministre résidant, nombre de tours et de chambres fortes furent construites en Oranie, grâce à l'aide de nos sapeurs.

Au demeurant, nous n'obtînmes que d'assez modestes résultats. Beaucoup de nos colons d'Algérie manquaient de cet esprit coopératif qui avait fait mon admiration chez les *sabras* d'Israël. En cette matière, il est difficile d'improviser.

Quelle que fût l'importance des ombres au tableau, que nous n'avons pas dissimulées, la situation en Oranie commençait nettement à s'améliorer dès le début de l'été de 1957.

Ainsi que me l'écrivait le général Pedron un an plus tard : « Au moment de mon départ, l'œuvre commencée prenait vraiment bonne tournure. Aujourd'hui, l'hôpital de Tlemcen, pratiquement vide depuis trois mois, atteste la valeur du barrage et la stérilisation de l'action du F.L.N. dans l'Ouest oranais. »

Le général Pedron n'avait pu mener à son terme le bon travail entrepris en avril 1956. Victime d'une de ces intrigues de sérail dont les Arabes n'ont pas le monopole, il avait dû quitter le commandement du corps d'armée d'Oran, le 2 août 1957. Ce ne fut pas là, hélas ! un cas isolé. Les mutations de généraux seront incessantes jusqu'au moment où le drapeau français sera amené à Alger. Ce jeu de massacre, contraire au principe de la permanence du commandement, eut de fâcheuses conséquences. Le pouvoir semblait avoir oublié que la plupart des conquérants de l'Algérie, Saint-Arnaud, Lamoricière, Bosquet, Pélissier entre autres, s'étaient consacrés à leur tâche pendant une dizaine d'années en moyenne.

A la fin de novembre 1956, le général Lorillot avait été remplacé par le général Salan à la tête de l'armée d'Algérie. Ses subordonnés regrettèrent le départ d'un chef aux longues jambes, actif, compétent et respecté, d'un Algérien sensible malgré son abord un peu froid.

Le général Salan octroya à l'Oranie des renforts substantiels. Ceux-ci permirent d'améliorer le quadrillage des arrières et de prolonger vers le sud l'édification de la ligne Pedron (150 km achevés).

Le 4 mars 1957, de nombreux notables et habitants des villages adossés aux pentes nord-ouest de l'Ouarsenis étaient venus témoigner au préfet de Mostaganem, M. Delaballe, leur fidélité à la France. Ces grands rassemblements de Mendez et de Henri-Huc montraient que le F.L.N. avait été contraint de desserrer son étreinte sur la région.

De Gaulle : « C'est à Paris, et non là-bas... »

Le calme régnait à Oran. La vie continuait. La guerre ne ralentissait nullement l'essor de l'économie oranaise. Des travaux de toute nature, barrages, routes, conservation des sols, inscrivaient sur le terrain notre volonté de rester en Algérie.

Si la partie n'était pas encore gagnée, le succès s'annonçait. En fin de compte, tout dépendait de la fermeté de nos gouvernants, de la résolution du peuple français. Car, ainsi que me l'avait dit, de la manière un peu sibylline qu'il aimait, le général de Gaulle lui-même, quelques mois auparavant : « C'est à Paris, et non là-bas, que se décidera le sort de l'Algérie. » **H**

Pierre d'ESNEVAL

BONS OFFICES DE G. TILLION

EN pleine « bataille d'Alger », au cœur de la Casbah enserrée dans la toile d'araignée des parachutistes, cette rencontre a de quoi surprendre... Une Européenne, l'ethnologue Germaine Tillion, s'entretient avec les « durs de durs » du F.L.N. algérois : le farouche Yacef Saadi, patron de la zone autonome et chef des commandos de tueurs ; son lieutenant, le redoutable Ali la Pointe.

Attachée au C.N.R.S., Germaine Tillion est sans doute la Française qui connaît le mieux l'Algérie. Dès 1934, en mission scientifique, elle a sillonné l'Aurès, se documentant sur les structures paysannes. Lorsque Jacques Soustelle – qu'elle a connu vingt ans plus tôt au musée de l'Homme – prend la barre à Alger, il l'attache à son cabinet. Elle se voit confier l'étude des données économiques, techniques et sociales du problème algérien. Surtout, elle crée ces « centres sociaux » qui s'efforceront d'apporter aux musulmans les plus défavorisés une assistance adaptée à leurs besoins. Aussi ses amis, parmi la population musulmane, sont-ils innombrables.

Chef d'un réseau de la Résistance pendant la guerre, arrêtée par la Gestapo, internée pendant trois ans, c'est aussi une femme profondément humaine. Le sang, les larmes, les tortures, les deuils qui forment la toile de fond quotidienne du drame algérien en cette année 1957, elle les ressent plus qu'aucune autre, elle, l'ancienne déportée. Le calvaire du peuple algérien qu'elle aime lui inspire une vive compassion. C'est aussi son calvaire.

Comment arrêter le massacre ? Comment stopper l'escalade infernale qui fait qu'aux bombes toujours plus meurtrières du F.L.N. répond une répression toujours plus féroce des « léopards » ? Cette question, la femme de cœur qu'est Germaine Tillion se la pose, avec angoisse, depuis des mois.

Depuis le mois de juin Germaine Tillion fait partie, avec Louis Martin-Chauffier et trois observateurs étrangers, un Allemand, un Belge et une Norvégienne, d'une commission internationale contre le régime concentrationnaire. Matin et soir, elle visite les geôles et les camps, s'informant sur la situation des détenus. Au cours de sa tournée, elle est frappée par l'importance qu'a prise, en un an, l'organisation politique clandestine. Elle écrira :

J'ai toujours pensé qu'en Algérie une victoire militaire était techniquement possible (on peut parfaitement neutraliser une résistance en anéantissant tous ses réseaux, et cela, n'importe où, dans n'importe quelle circonstance, à condition de pouvoir y mettre le prix) mais il me semblait maintenant évident que toutes les structures ne manqueraient pas de se reconstituer aussitôt que serait détruit l'appareil militaire.

Le 2 juillet, l'ancienne collaboratrice de Soustelle achève de dîner au Saint-George lorsqu'une amie, Fatima, venue prendre le café avec elle, lui dit :

– Des amis voudraient vous voir.

– Des amis ! Quels amis ?

– Des gens qui se cachent... Des gens du F.L.N.

L'ethnologue, inquiète pour la jeune fille chargée de cette mystérieuse ambassade, lui conseille de ne pas se mêler de cette histoire. Mais, dans le même temps, elle entrevoit la possibilité de jouer un rôle, de convaincre peut-être les terroristes qu'il faut, d'abord et avant tout, briser le cycle infernal « attentats-répression-attentats ».

Algérie Presse Service, Tunis



Elie Kagan



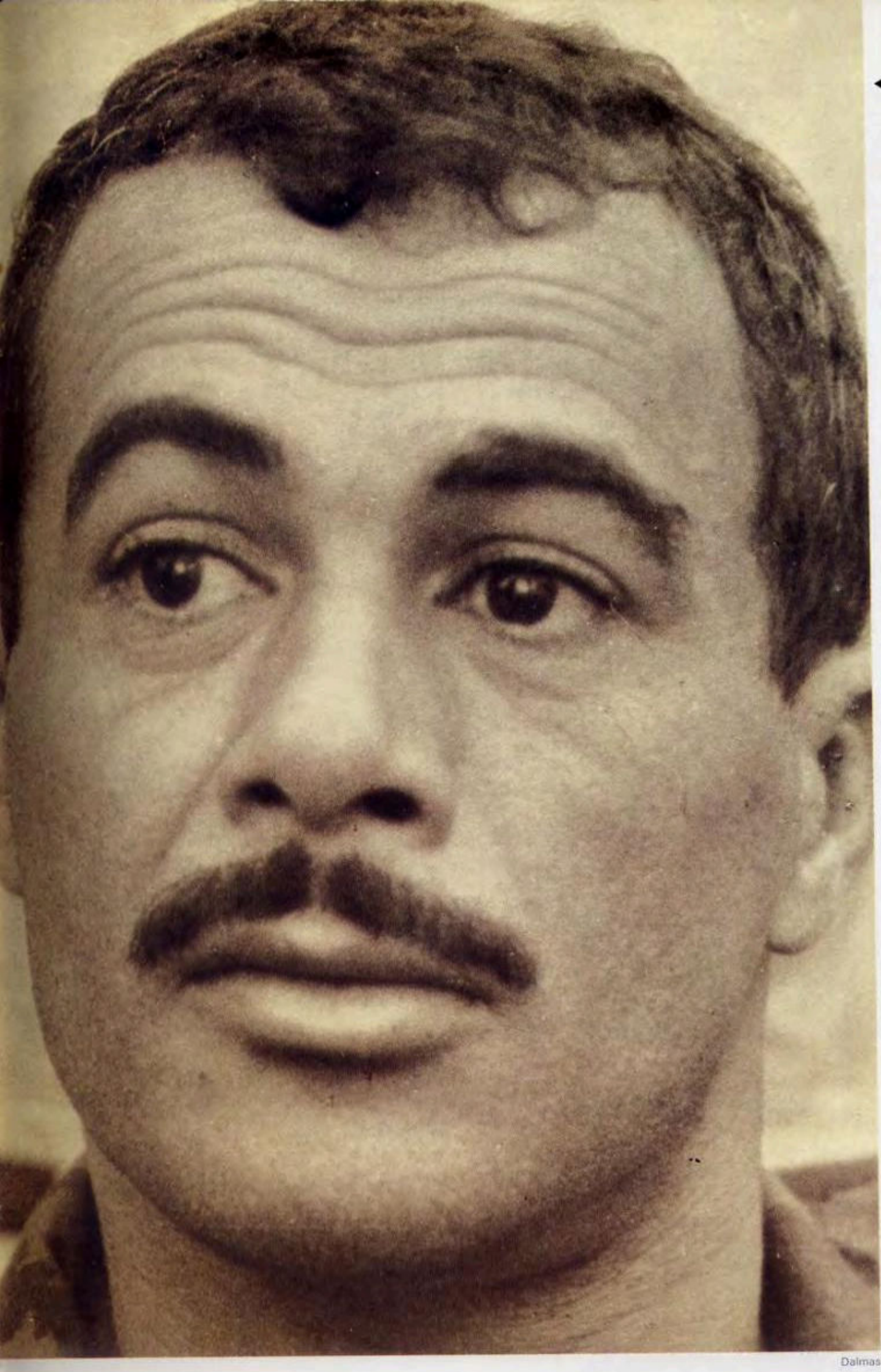
Coll. Courrière

***De haut en bas :* Zohra Drif, qui fit sauter à la bombe le Milk Bar. Germaine Tillion, qui, avec courage et générosité, lance la croisade contre le massacre des innocents. Amara Ali, dit Ali la Pointe, le lieutenant de Yacef.** ►

Keystone



◄ **Vaste opération de fouille dans la Casbah, où sont découverts des stocks d'uniformes, de paperasses, et des ronéos à l'encre encore fraîche. La presse est autorisée à venir constater l'importance de cette grotte d'Ali-Baba de la subversion. Il y a aussi des armes.**



Dalmas

◀ **Yacef Saadi. Lui aussi est las de tout ce sang versé. Germaine Tillion fera une forte impression sur le chef de la Z.A.A. Pour un temps les attentats contre la population civile cesseront.**

— Qu'ils prennent contact avec moi directement, dit-elle à Fatima.

Le lendemain matin, une main glisse, sous la porte de sa chambre, un message lui demandant de se laisser conduire par un jeune garçon connu d'elle, Ali Bouzourène. Elle devra le suivre à distance... Et voici la brave demoiselle du C.N.R.S. lancée dans Alger vers l'inconnu, vers l'aventure, pour rencontrer qui? Elle l'ignore. Mais elle sait, elle sent, qu'elle doit y aller.

C'est l'heure de la sieste algéroise. Les rues sont quasi désertes par cette chaleur torride. Germaine Tillion monte dans le trolley qui s'arrête devant le Saint-George. Elle en descend deux stations plus loin. Elle attrape un autre bus... Et ainsi de suite à plusieurs reprises, pour déjouer une filature possible. Toujours en suivant le guide.

Elle entre dans la Casbah par la rue Randon, gagne la place du Rabbin-Bloch, atteint la rue Caton. Devant le 3, son guide jette un regard furtif à droite, à gauche, avant de disparaître dans l'ombre d'une porte entrebâillée. Elle le suit.

Dans la pièce où on l'introduit se trouvent deux jeunes femmes, dont une — elle l'apprendra plus tard — est Zohra Drif. Quelques minutes passent et deux hommes entrent à leur tour. Tenue kaki, mitraillette à la main, pistolets à la ceinture. Zohra fait les présentations :

— Voici le « grand frère », dit-elle en désignant Yacef Saadi. Et voilà notre glorieux Ali la Pointe.

Salutations, silence embarrassé que rompt la visiteuse :

— Vous vouliez me voir. Qu'avez-vous à me dire?

Mal à l'aise, bafouillant à demi, le « grand frère » lui répond qu'il a lu sa brochure consacrée aux problèmes économiques et sociaux de l'Algérie de 1957. Il aimerait lui poser des questions à ce sujet. Il souhaiterait qu'elle en entretînt les membres du C.C.E.

— Je ne puis entrer en contact avec cette organisation sans l'autorisation de mon gouvernement, répond Germaine Tillion. De plus, il faut que vous sachiez que je ne suis ni communiste ni progressiste. Je suis une patriote française qui désire que tout cela cesse.

L' « assassin » et l'ethnologue

— C'est pour cela que nous nous réjouissons de cette rencontre, répondent en chœur ses interlocuteurs.

L'entretien, qui a commencé à 14 h 15, porte d'abord sur les problèmes économiques et sociaux que Germaine Tillion connaît bien. Elle insiste sur l'impossibilité pour l'Algérie de subsister en dehors d'une symbiose économique avec la France. Mais Yacef Saadi (elle ignore encore qu'il s'agit de lui) la suit mal.

Le chef de la zone autonome d'Alger a perdu sa superbe des mois précédents. Ce n'est plus, aujourd'hui, le beau garçon amateur de « foot » et de boxe, qui « roulait les mécaniques » devant les filles. Les responsabilités, les épreuves, le danger l'ont mûri. Dans ce chaudron en ébullition qu'est devenue la Casbah, il ne compte plus ses hommes, ses amis, disparus, torturés, morts. Il se sent épié, traqué. Lancée à ses trousses, la meute des « hommes peints », qui sont partout, au coin des ruelles, dans les maisons, sur les terrasses, se rapproche. Yacef ne quitte plus ses « caches » que déguisé en femme. Lui aussi est las de tout ce sang, de ce massacre...

— Comment cela finira-t-il? demande-t-il, angoissé.

— Jamais le F.L.N. ne battra les troupes françaises, mais si celles-ci peuvent écraser la révolte, il me semble impossible que ce soit à titre définitif, répond l'ethnologue.

Elle exprime ensuite son pessimisme ▶

Yacef a les larmes aux yeux, Ali la Pointe est tout penaud, Zohra

quant au devenir de l'Algérie. Le tableau qu'elle en brosse affecte visiblement ses auditeurs.

– Alors, je ne serai jamais un homme libre ? s'écrie Yacef sur un ton empreint de désespoir.

Germaine Tillion évoque son expérience de la Résistance. Et l'on en vient à parler tortures. Dans la conversation, le nom de Melouza est lâché.

– Ce n'est pas nous qui avons fait cela, lance vivement Ali la Pointe.

– Vous tombez mal. Je reviens de Melouza, répond, sévère, la visiteuse. Tous les témoignages de survivants que j'ai recueillis concordent : la responsabilité du F.L.N. dans cette vilaine affaire ne fait pas de doute... Je sais aussi beaucoup de choses sur les mutilations, sur les égorgements...


Keystone

Entretien pathétique !

Yacef Saadi jette un regard courroucé à son garde du corps :

– Tais-toi ! lui lance-t-il impérieusement.

Germaine Tillion représente à ses interlocuteurs attentifs combien il est injuste de faire supporter à toute une collectivité les crimes de quelques-uns de ses membres. Elle les sent passionnés, mais sincères aussi, lorsqu'ils assurent regretter d'en être arrivés là.

– Nous ne sommes ni des criminels ni des assassins, dit Yacef tristement.

– Si ! Vous êtes des assassins ! répond-elle d'une voix ferme.

Le « grand frère » demeure interloqué. Puis une violente émotion se lit sur son visage. Il a les larmes aux yeux lorsque, baissant la tête, il murmure :

– Oui, nous sommes des assassins.

A la phrase terrible succède un silence.

– Le terrorisme est la justification des tortures aux yeux d'une certaine opinion. Les tortures et les exécutions sont la justification du terrorisme. C'est un cercle parfait dont il est impossible de sortir, déclare Germaine Tillion.

Yacef l'a écoutée avec une attention soutenue :

– Oh ! ces bombes, s'exclame-t-il, je voudrais les voir au fond de la mer !

– Comme je vous donnerais volontiers un coup de main pour les y jeter ! répond-elle.

– Mais c'est notre seule manière de nous exprimer !

– Le sang innocent crie vengeance !

L'ethnologue racontera plus tard qu'elle comprit alors combien cet homme était torturé. La crise de conscience dont elle venait d'avoir une manifestation n'était pas subite. Elle le rongeait depuis longtemps déjà. L'entretien pathétique qu'ils eurent ce jour-là ne fit que précipiter une décision qu'il envisageait.

Le silence s'est fait dans la pièce. L'émotion est intense. Soudain, Yacef Saadi lance solennellement :

– Je vous fais une promesse. Désormais, nous épargnerons la population civile !

– Mais je n'ai pas qualité pour prendre un engagement quelconque en retour, répond, émue, la visiteuse.

– Je ne demande rien. Je tenais simplement à vous faire cette promesse.

Très touchée, son interlocutrice réfléchit rapidement :

– Et s'il y avait d'autres exécutions capitales, respecteriez-vous cette promesse ?

Yacef a un mouvement violent :

– Dans ce cas, je ne réponds de rien...

Lorsque l'entretien, qui a duré plus de cinq heures, est sur le point de s'achever, l'ethnologue se tourne vers les deux femmes, dont l'émotion est visible, et leur tend la main. L'une d'elles l'embrasse. Elle leur dit :

– Je vous supplie d'user de votre influence pour protéger les innocents.

Elle va ensuite vers Ali la Pointe, dont elle pince le col de chemise en le secouant :

Photos Keystone







Germaine Tillion veut informer de hautes personnalités de ce qu'elle a vu en Algérie. Elle verra ainsi successivement *(de gauche à droite)* le cardinal Feltin, René Pleven, le pasteur Boegner, A. Boulloche et L. Martin-Chauffier.

étreint la visiteuse...

◀ Un mois après le déclenchement de la bataille d'Alger, les hommes de Bigeard mettent au jour un dépôt de 25 bombes, des armes et des munitions...

Les paras interviennent jour et nuit, sur renseignements, ▶ dans les maisons de la Casbah et les baraques des bidonvilles. Le F.L.N. y a ses réseaux de complicités.



Alice et Marc Flament

– Souvenez-vous de ce que j'ai dit : le sang innocent crie vengeance...

– Oui, m'dame, répond, penaud et contrit, l'ancien maquereau, l'ancien joueur de bonneteau du marché Randon, devenu tueur par nationalisme.

Avant qu'ils se séparent, Yacef Saadi prend les deux mains de la visiteuse dans les siennes :

– Merci de nous avoir parlé comme vous avez fait !

Quatre jours après cette entrevue, Germaine Tillion en rend compte à André Boulloche, directeur de cabinet de Bourgès-Maunoury.

– Nous devrions faire un geste, suggère l'ethnologue : suspendre les exécutions s'« ils » cessent les attentats.

– C'est là une idée raisonnable, lui répond son interlocuteur. Je vais en faire part au président du Conseil.

A quelques jours de là, elle revoit Boulloche, qui, cette fois, lui confie une mission. Le gouvernement souhaite qu'elle reprenne contact avec les chefs politico-militaires du F.L.N. pour connaître leur véritable point de vue et pour leur exposer les perspectives françaises. Une ambassade à titre officieux, en quelque sorte. Elle pourrait peut-être, si les positions respectives ne sont pas trop éloignées, déboucher ensuite sur une consultation précise.

– Il faut donc que vous y retourniez... Mais à vos risques et périls, lui déclare le directeur de cabinet.

« A quoi bon, maintenant? »

Germaine Tillion, qui voit la possibilité d'amorcer le processus de négociation et de paix, n'hésite pas. Les « risques et périls » ne comptent pas pour cette héroïne de la Résistance, si elle peut être utile à la France et à l'Algérie. Elle retournera là-bas, bien sûr. Elle n'y met qu'une condition : la promesse qu'elle ne sera pas utilisée dans un « coup tordu » contre ceux qu'elle rencontrera et qui lui feront confiance.

– Je vous en donne ma parole d'honneur, lui répond Boulloche.

Le 19 juillet au matin, l'ancienne collaboratrice de Soustelle, qui doit gagner l'Algérie quatre jours plus tard, apprend, par son ami Louis Mangin, du cabinet du président du Conseil, que trois exécutions capitales auront lieu à Alger le 25. Le président Coty a cédé devant les pressions des Européens d'Algérie. Ainsi, le fossé de haine entre les deux communautés va s'élargir encore.

Désespérée, pleurant toute seule dans la rue, elle envisage d'annuler son voyage : « A quoi bon maintenant? » Puis elle se ressaisit : « S'il n'y a qu'une chance sur un million, il faut la tenter. »

Avant de prendre l'avion, elle rend visite à diverses personnalités. Elle espère les informer véritablement, leur faire partager ses angoisses peut-être, les faire bouger. Guy Mollet, Antoine Pinay, le cardinal Feltin, le pasteur Bœgner, René Pleven... Rue de Solferino, elle est reçue par le général de Gaulle.

Elle lui dépeint avec réalisme le mécanisme des exécutions à la prison de Barberousse. Les prisonniers hurlant à la mort lorsque, à l'aube, on emmène l'un d'eux vers le couperet. Les hommes, les femmes de la Casbah toute proche clamant leur fureur et communiant dans le supplice.

De Gaulle l'écoute, attristé. Elle décrit minutieusement les scènes de tortures dont elle connaît les horribles détails.

– Pourquoi font-ils cela? demande-t-elle.

– Ça donne des résultats sur le moment, répond le général.

– Mais cela se retourne contre nous à la longue !

– Ils ne sont pas assez intelligents pour s'en rendre compte.

Germaine Tillion supplie le général de faire quelque chose, un geste, une déclaration.

– Quoi que je dise, cela sera pris à contresens par les uns et par les autres.

Et il la raccompagne sur de vagues paroles d'encouragement. De Gaulle lui a paru las, désabusé. « Ce n'était pas, alors, dira-t-elle plus tard, un homme qui pensait revenir un jour au pouvoir. »

Et revoilà l'ethnologue sur le pavé d'Alger. Pendant son absence, dix bombes ont explosé dans la capitale, riposte à la condamnation à mort de Djamila Bouhired et de Taleb Abderrahmane. Mais les engins n'ont fait aucune victime civile. Après les trois exécutions du 25 juillet, huit autres bombes ▶

"n'usez pas des représailles!" Et Yacef Saadi tint parole!

secouent la ville. Germaine Tillion se rend sur les lieux pour savoir si des innocents ont souffert de ces attentats.

« Dans l'affirmative, j'étais fermement décidée à repartir immédiatement pour Paris, écrira-t-elle. J'étais résolue à ne pas poursuivre cette entreprise si je n'obtenais pas d'emblée un relâchement du mécanisme « attentats-tortures-exécutions. »

Les dernières bombes n'ayant pas fait de victimes – sans doute un hasard, pense Germaine Tillion –, elle accepte une nouvelle rencontre avec Yacef Saadi. Initialement, il avait été prévu qu'elle s'entretiendrait avec un représentant du C.C.E., mais tous, lui fut-il répondu, se trouvaient hors d'Algérie à ce moment.

C'est le 9 août qu'a lieu cette seconde rencontre. Cette fois, Yacef Saadi est seul avec Zohra Drif. Tout de suite, il est question des bombes qui viennent d'exploser.

D'un ton très sec, la visiteuse déclare que s'il y avait eu une seule victime civile, elle ne serait pas là. Elle aurait fait aussitôt sa valise pour Paris : « Nous pouvons remercier Dieu, dit-elle. »

– Je le savais et j'avais pris toutes mes précautions en conséquence, lui répond en riant Yacef Saadi. Ce n'est pas Dieu qu'il faut remercier, c'est moi.

Après un temps d'hésitation, l' « ambassadeur » du gouvernement français lui dit :

– Vous avez raison, monsieur, et je vous remercie. Je vous remercie d'autant plus que je sais que rien n'a été fait de notre côté dans le sens humain que je souhaite.

L'entretien porte ensuite sur les diverses perspectives d'entente possibles, étant bien entendu que chacun parlera en son propre nom. Germaine Tillion est surprise de constater que Yacef marque un réel attachement à la France, à sa civilisation. « Je souhaite, dit-il en substance, que des liens étroits unissent votre pays au mien, une fois la liberté acquise. »

Deux jours plus tard, l'ethnologue s'apprêtait à gagner Paris lorsqu'elle apprit que deux nouvelles exécutions venaient d'avoir lieu. Bouleversée, appréhendant les représailles qu'elles risquaient de provoquer, elle décida d'écrire à Yacef Saadi pour le supplier de prendre la responsabilité d'arrêter la surenchère meurtrière.

« Puisqu'il m'avait été impossible de freiner, du côté français, ce mécanisme féroce et stupide, je lui demandais d'être assez généreux et assez intelligent pour prendre cette position de modération *seul et sans contrepartie* », racontera-t-elle plus tard.

En réponse à cette lettre, le chef de la zone autonome d'Alger lui fit dire qu'il n'y aurait pas de représailles. Et il tint la parole qu'il avait donnée à cette femme au cœur si généreux. H

Pierre-Albert LAMBERT



Voiture de l'A.M.G. ▶ (assistance médicale gratuite), à l'orée d'un village. Pour n'être pas confondue avec les véhicules de la Croix-Rouge, peu épargnés, elle arbore une croix bleue.



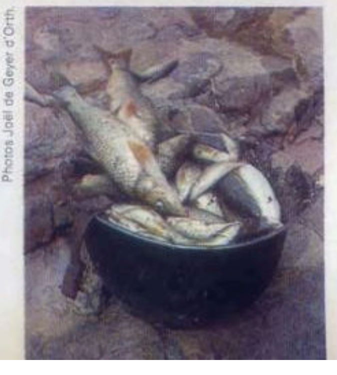
Beaumont

◀ Germaine Tillion parcourra les ruelles de la Casbah pour rencontrer Yacef Saadi et tenter avec lui, comme avec le gouvernement français, d'arrêter l'engrenage attentats-tortures-exécutions. Elle échouera.

MOI, JE PACIFIAIS PRÈS DE GUENTIS...

Image inattendue de la guerre d'Algérie, cette partie de pêche, dans un creux d'eau. Poissons que les soldats de Guentis capturaient aussi à la moustiquaire, faute de filet.

Photos Joël de Geyer d'Orth



Au cœur des Nemencha, dans un paysage lumineux mais caillouteux et désolé, au confluent de deux oueds qui serpentent paresseusement entre des djebels érodés, c'est Guentis... Guentis, que nous avons déjà évoqué dans cette revue et qui fut, dès 1956, le théâtre d'une tragédie.

Le massif des Nemencha prolonge vers l'est le massif de l'Aurès mais il est beaucoup plus dénudé. L'histoire, la tradition et les ruines romaines (le plus souvent des vestiges qui ne sont décelables que du haut des airs) concordent sur le fait qu'autrefois, et surtout du temps des Romains, cette ▶



◀ Le petit poste de Guentis, dans les Nemencha. C'est à Guentis que fut assassiné en 1955 l'administrateur Dupuy, attentat qui bouleversa Jacques Soustelle.



Le marché de ▶ Guentis, le souk hebdomadaire, objet de la surveillance des soldats du poste et rendez-vous des montagnards.



◀ Entre les murs du poste, au rapport, le matin, les effectifs. Mission : protéger le village et les pistes des alentours. Et contrôler aussi l'oued Hallail.

Photos G. Maffait

à Noël: les dindes vinrent en parachute!

région était couverte d'oliviers. Guentis était un poste romain et sa garnison occupait une tour à l'entrée de l'oued Hallail qui protégeait la « route des gorges » et permettait d'atteindre les limites *(ad majores)* de ce qui demeure le djebel Madjour. Aujourd'hui, les oliviers ont disparu et la végétation est rare. Il ne reste que le décor, quelquefois déchiqueté et digne des meilleurs westerns...

Guentis est aussi un centre de pèlerinage. Un saint local y est vénéré et un marabout perpétue son souvenir.

Le jour du convoi

En 1957, le 81e B.I., basé à Chéria, à une quarantaine de kilomètres de Tébessa, avait reçu la mission de contrôler le secteur. Quelques postes avaient été implantés dont l'Éolienne, Aïn-Telidjène et Guentis. L'été de 1957 avait vu un accrochage sanglant au djebel Doukkane, le 13 août, et son souvenir hantait les esprits, tant des appelés et rappelés que des cadres d'active, qui, à cette occasion, ne manquaient pas de rappeler les principes élémentaires du combat et les théories réglementaires sur la sûreté.

Guentis était le pion avancé de ce dispositif. Le poste avait plusieurs missions : contrôler (comme du temps des Romains) les passages vers l'oued Hallail, mais aussi les quelques pistes qui couraient le long des oueds; il protégeait le petit village, peuplé surtout de femmes et d'enfants, et le souk hebdomadaire. Une piste sommaire avait été construite au pied du poste et permettait le décollage et l'atterrissage des pipers, des broussards et des hélicoptères d'intervention. Le poste abritait aussi un dépôt d'essence pour avions.

L'ensemble était bâti sur une petite colline surplombant le village. Le site était, certes, excellent à la croisée des oueds et des chemins, mais les anciens d'Indochine ne pouvaient s'empêcher d'évoquer une autre cuvette, beaucoup plus tristement célèbre... On arrivait à Guentis, de Chéria, par une piste étroite et poussiéreuse, empruntée à intervalles généralement réguliers (15 jours) par le « convoi » et moins souvent par les convois opérationnels.

Le jour du convoi était, pour le petit poste, jour de fête. C'était, d'abord, jour de courrier et jour de visite. Les montants avaient des tas de choses à raconter : ceux qui revenaient de permission donnaient des nouvelles de la belle Alsace, ou de la douce Touraine, ou ouvraient la bouteille rapportée de là-bas pour les copains; ceux dont la fonction « privilégiée » d'itinérants permettait de rouler sur les « routes goudronnées » racontaient le dernier film programmé à Tébessa ou décrivaient la dernière recrue de la « maison Caracalla »...

Chez les sous-officiers et chez les officiers, l'ambiance n'était pas moins bonne...

Ce jour-là, les corvées se faisaient dans la joie, y compris la cuisine, et il était amusant de voir l'ardeur des cuistots à monter une mayonnaise en versant l'huile à la louche dans une marmite. Puis, le soir, c'était le départ. Le petit poste suivait à la jumelle la marche du convoi, et dès que, là-bas, au nord, disparaissaient les camions, et même la poussière, une grande tristesse tombait sur Guentis, et plus d'un s'est surpris à avoir le cœur serré...

Coll. particulière





G. Maffait

A l'arrivée, le courrier était, sauf conditions météorologiques très défavorables, assez régulier. En effet les T-6 basés à Tébessa et l'A.L.A.T. n'omettaient jamais lorsqu'ils partaient en mission dans la région, de prendre le courrier des postes isolés; Guentis était de ceux-là. Les T-6 surgissaient de derrière la montagne, prenaient le contact radio, puis larguaient les sacs si attendus. Un jour, le sac postal arriva par la porte, dans la pièce du radio-vaguemestre, Lemaire, un « chtimi » de Seclin. Nul n'a jamais su si cette visée exemplaire avait été ou non calculée.

Seuls les conserves, le vin et l'essence arrivaient par le convoi de Tébessa et Chéria; le reste du ravitaillement parvenait de Constantine par air et était parachuté au-dessus de la piste. Les Noratlas ne pouvaient pas, en effet, atterrir sur la piste, trop courte à cette époque. Le passage du Nord était suivi par l'opération de récupération du matériel et le pliage des parachutes.

Les incidents de parachutage étaient relativement rares. Une fois, pourtant, un parachute ne s'ouvrit qu'à quelques mètres du sol. On était à quelques jours de Noël et ces caisses contenaient des dindes vivantes; émotion, sans doute, ces volatiles refusèrent de manger pendant plusieurs jours.

Noël 1957 arriva. Un Noël calme, mais ensoleillé. Le petit poste put expédier du courrier. Il eut en effet deux joies, deux visites; seulement deux : celle de l'aumônier de Cabrol, aumônier général protestant, qui avait voulu partager la vie des tenants d'un poste isolé, et celle de l'aumônier catholique de Tébessa, venu rappeler le sens de Noël.

◀ La légion dans l'Aurès, où les distractions sont rares. Alors, on s'attache à une mascotte. Le 1er R.E.P. avait son ânesse, Gina. Ici, c'est un bébé dromadaire élevé au biberon.

Un officier S.A.S. du nom de Pentecôte

Les rapports avec la population du douar étaient « cordiaux ». Le poste recevait quotidiennement la visite d'Ali, l'un des notables du village, qui portait fort élégamment une superbe barbe blanche. Toujours propre, bien habillé, poli, correct, Ali aimait la France et arborait fièrement ses décorations ainsi d'ailleurs que la croix de la valeur militaire, qui lui fut remise solennellement devant la compagnie réunie.

Un de nos rappelés avait été désigné comme instituteur, et parfois permettait à la meilleure élève du jour de l'accompagner jusqu'au poste. C'était bien souvent le tour de Jackia, une orpheline. Sa mère vivait avec peu et Jackia savait qu'elle trouverait, au poste, de quoi manger et même plus. Elle ne repartait jamais sans bonbons ni chocolats.

L'assistance médicale gratuite était de plus en plus active sous la direction du médecin lieutenant Desmet, puis de l'aspirant Semama. Il est certain que l'action des médecins et leur grand dévouement ont été, partout en Algérie, bénéfiques. C'est grâce à eux que le contact avec les populations locales n'a jamais été perdu.

Le chef de poste, le lieutenant Houot, toujours accompagné de son fidèle chien-loup Wanda, se dépensait sans compter pour réussir la pacification. Il était parvenu à établir des contacts fructueux avec une branche M.N.A. et à monter, sur renseignements, quelques petites opérations rentables.

Malheureusement, le F.L.N. s'infiltra et fit échouer cette tentative, qui, pourtant, était si prometteuse. Des opérations furent engagées, appuyées par un grand nombre d'hélicoptères. La plaine de Guentis eut donc un visage inhabituel et l'on entendit un jeune sous-lieutenant murmurer : « Les hélicoptères volent bas, ce matin... il va pleuvoir. » Mais ce fut la fin de l'expérience.

Entre-temps, les travaux d'aménagement s'étaient poursuivis. Une S.A.S. avait été implantée, sous la direction du lieutenant Pentecôte. Elle avait reçu des baraquements préfabriqués, qui brillaient au soleil levant. La gendarmerie était représentée par deux gendarmes qui passaient un temps relativement court au poste. ▶


Darchy

◀ Près de la frontière tunisienne, Aïn-Zana, face au bec de canard. La partie de volley.


G. Maffait

Les Nemencha : ▶ les Romains y établirent leur domination, dont les vestiges demeurent.

clou de la fête: une course de chevaux. Les "fells" confisquent son prix au vainqueur!

La faiblesse des effectifs de la compagnie ne permettait pas d'engager un nombre d'hommes très important dans des manœuvres qui auraient pu être payantes ou... désastreuses.

La grosse corvée demeurait la corvée d'eau. Le camion, qui était à bout de souffle, traînait, en cahotant, une tonne sur des pistes sommairement aménagées et souvent presque impraticables. Mais le gros travail consistait en la consolidation des murs du poste, construits sans ciment, en pierres et en torchis et qu'on doublait pour parer à une éventuelle attaque rebelle au mortier.

La pêche à la moustiquaire

Les distractions étaient rares.

Le convoi (ou quelquefois les liaisons aériennes) apportaient un ou deux films, qui étaient projetés le soir même et le lendemain. Il y avait la radio, les disques et... les amusements hors série.

C'est ainsi que, peu après la crue, une pêche fut organisée dans l'oued. Pêche originale, au filet, shorts retroussés. Comme filets, on avait pris... des moustiquaires. Ce fut une pêche miraculeuse et le poisson permit à deux reprises d'améliorer l'ordinaire.

Selon le temps ou les circonstances, des concours de tir étaient organisés sur cibles ou sur bouteilles, mais aussi sur animaux. On chassait le « rat goundi » et la khanga. Le « rat goundi » est un petit mammifère rongeur qui ressemble au cochon d'Inde et vit dans les rochers. Il ne se nourrit que d'herbes et sa chair est estimée et savoureuse. La khanga est une perdrix mais aux pattes plus longues que nos perdrix de France.

A l'occasion du 11 novembre, à l'issue du souk, des jeux furent organisés. Le tout se déroula dans une ambiance très gaie, au son de disques criards diffusés par un vieux phonographe à manivelle dont s'étaient chargés les gendarmes. Nos protégés furent invités à participer à des courses en sac, à des pêches miraculeuses et autres épreuves richement dotées.

Le clou de la fête devait être la course de chevaux. Elle ne déçut personne. Pas un bruit jusqu'au signal du départ, donné par l'adjudant-chef... puis un hourra d'honneur. La course fut rude et âprement disputée. Le vainqueur, le n° 10, reçut des mains de son lieutenant, Michel, le grand prix qu'il avait mérité, un coupon de tissu. Puis supporters et concurrents reprirent le chemin de leur mechta. Il devait nous être rapporté qu'au détour de la piste des rebelles avaient arrêté le gagnant et lui avaient confisqué son prix...

Un beau jour, je reçus une nouvelle affectation. Je quittai Guentis en février 1958; heureux, certes, mais riche d'enseignements et d'amitiés...

Ali est mort, assassiné

Fin 1958, je devais être détaché au Service hydraulique. C'est alors qu'il me fut donné de préparer, puis de réaliser en partie un projet que j'avais ébauché quelques mois auparavant : l'adduction d'eau. Cet épisode mérite d'être évoqué, car il a donné lieu à une opération exceptionnelle : la mise en place des réservoirs – métalliques – fut réalisée par « bananes volantes ». L'opération, réussie, devait permettre d'alimenter et le poste et les mechtas.

Les anciens de Guentis sont maintenant éparpillés. Ali est mort, assassiné on ne saura sans doute jamais par qui... La plaine a certainement retrouvé son calme; la tour romaine, ébranlée par la guerre, semble toujours garder le défilé. Une page est tournée sur un petit village où les gens n'étaient sans doute ni meilleurs ni pires que les autres... H

G. MAFFAIT

J. Trouy



◀ Noël au poste. Il est arrivé, ô surprise ! que des dindes vivantes soient parachutées...

Darchy



Guerre et ▶ pétanque. Repos tout à fait méridional des guerriers de Guentis...

CHRONOLOGIE

Septembre 1957

FRANCE

6 : le gouvernement consulte les organisations syndicales sur un projet de plan social.
17 : session extraordinaire du Parlement et débat agricole.
18 : décret sur les prix agricoles.
20-21 : table ronde sur la loi-cadre.
25 : ouverture du débat sur la loi-cadre à l'Assemblée nationale.
30 : rejet de la loi-cadre par 279 voix contre 253, avec 5 abstentions. La crise ministérielle est ouverte. Le gouvernement Bourgès-Maunoury démissionne.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : incidents à la frontière algréro-tunisienne.
3 : accord égypto-syrien d'union économique.
6 : incident franco-tunisien à Aïn-Draham.
9 : ouverture d'un pont aérien américain de fournitures d'armes à la Jordanie.
9 : la Tunisie proclame l'état d'urgence à sa frontière avec l'Algérie.
12 : le président Bourguiba demande des armes aux États-Unis.
15 : l'armée française en Algérie achève le barrage électrifié à la frontière tunisienne.
18 : arrivée d'une délégation économique soviétique à Damas.
18 : incident franco-tunisien à Salammbo.
18 : mot d'ordre de grève lancé par plusieurs associations à Alger.
22 : incident diplomatique israélo-soviétique.
22 : incidents hispano-marocains à Ifni.
23 : fourniture par l'Égypte d'armes à la Tunisie.
24 : arrestation de Yacef Saadi à Alger.

AMÉRIQUE

3-30 : incidents raciaux très graves à Little Rock (États-Unis).
7 : Christian Pineau vient présenter à Washington le projet de loi-cadre sur l'Algérie.
22 : François Duvalier élu président d'Haïti.

ASIE

2 : couronnement du roi de Malaisie, le sultan Tengku Abdul Rahman, désigné pour cinq ans.
10 : conférence de la « Table ronde » à Djakarta pour régler le problème intérieur.
12 : Mgr Makarios arrive à New York.
17 : coup d'État du maréchal Sarit Thanarat en Thaïlande. Le premier ministre renversé, Pibul Songgram, s'enfuit au Cambodge.
21 : Pote Sarasin devient premier ministre de Thaïlande.

EUROPE

7 : note soviétique à Bonn sur le problème de la réunification de l'Allemagne.
10 : Gomulka en visite en Yougoslavie.
10 : proposition roumaine de conférence balkanique.
15 : victoire du parti chrétien-démocrate d'Adenauer aux élections législatives de la République fédérale d'Allemagne.
17 : signature du traité d'union économique du Benelux.
21 : mort du roi Haakon VII de Norvège. Son fils Olaf V lui succède.
25 : l'U.R.S.S. renonce à son plan quinquennal.
27 : signature d'accords commerciaux entre la République fédérale et la Chine.

LA SEMAINE PROCHAINE



F.L.N. : LE TERRORISME EN FRANCE

Sommaire du n° 231 :

● Les zouaves dans la « bataille d'Alger »
Le 28 janvier, Ben M'Hidi impose la grève générale à Alger et prépare une nouvelle vague de terrorisme. Mais un excellent travail de renseignement permettra de reprendre l'opération d'assainissement de la Casbah.

● Ali Chekkal assassiné au stade de Colombes
L'ancien vice-président de l'Assemblée algérienne était amateur de matches de football. A Colombes, un jeune homme de Bône, « garçon sérieux et honnête travailleur », avait une mission du F.L.N. : le suivre et l'abattre.

● Journal d'un rappelé
« Il y a maintenant une quinzaine de jours que nous sommes arrivés et nous commençons à faire connaissance avec le pays et ses habitants » : la découverte du petit monde de pieds-noirs.

● Les coulisses d'un procès
Le tribunal permanent des forces armées de Constantine attend l'instant d'entrer dans la salle d'audience. Avant de juger, une discussion sur les problèmes des relations entre Français et musulmans, les erreurs et les incompréhensions.

● La trajectoire des Noviciens
Leurs ancêtres sont arrivés en décembre 1848 : ils ont défriché, semé le blé, planté la vigne. Un village allait naître et pendant un siècle devenir « un petit coin de France ». Puis, le 7 septembre 1956, un cadavre dans les vignes...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 230 - 29 mai 1972.



L'Écho d'Oran

FONDÉ EN 1844
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD
SAMEDI 14 SEPTEMBRE 1957 — DIRECTEUR : Pierre LAFFONT — N° 30.955



L'Écho d'Oran
ADOLPHE PERRIER (1844-1879)
PAUL PERRIER (1879-1937)
LUCIEN PERRIER (1937-1956)
Présidents d'Honneur et du Conseil d'Administration : RAOUL PERRIER - PAUL MANNONI

LA QUESTION DE M. FAUBUS

De toutes les questions posées à la raison et à la conscience par l'actualité, c'est M. Orval Faubus, gouverneur de l'Etat d'Arkansas, une des étoiles de la constellation des U.S.A. qui a choisi la plus bouleversante. Lui ne se la pose pas. Il la pose aux autres. Il est l'examinateur de notre examen de conscience.

Pour matérialiser son problème, M. Faubus, en bon pédagogue, a placé 200 hommes de sa garde nationale, en armes, à la porte du lycée de Little Rock, afin d'en interdire l'entrée à tout écolier noir.

M. Adlai Stevenson, ex-candidat malheureux à la présidence des Etats-Unis, a cru trouver une réponse adéquate en déplorant une décision qui « apportera de l'eau au moulin de la propagande communiste » et qui aura « des conséquences graves et incalculables » dans l'opinion des peuples de couleur du monde entier.

Cette référence au « qu'en dira-t-on ? » manque de loin le problème, qui est de droit, de justice, de morale.

Cependant les jurisconsultes expliquent que la Constitution américaine est une mécanique délicate dans laquelle l'autonomie des Etats fédérés ne saurait être violée sans exposer la grande démocratie d'outre-atlantique au risque d'une nouvelle guerre de Sécession...

C'est encore passer à côté du sujet, qui est non pas de droit constitutionnel, mais de droit tout court. Le droit de l'homme fondé — répétons-le — sur la justice et la morale.

La question que nous pose M. Faubus est celle-ci : a-t-on le droit ? est-il juste ? est-il moral d'empêcher des enfants qui ont la peau noire d'entrer dans une école où leurs voisins de droite ou de gauche auront la peau blanche ?

Quand on dit que la question est bouleversante, il faut s'entendre. Elle est en réalité si stupide et si odieuse que nous sommes bouleversés de la voir venir à l'esprit d'hommes qui se prétendent civilisés.

Pourtant ces hommes existent. Certains ont même utilisé la Bible pour appuyer leur argumentation aberrante. Comment ne pas les plaindre d'une telle débilité mentale, même si leur [illegible]

[...]

Le pragmatisme américain dans l'affaire de la ségrégation vise au fond le même but que la loi-cadre française dans l'affaire d'Algérie. [...]

Maurice MAURIN.

AU TERME DE LONGUES DÉLIBÉRATIONS

LES MINISTRES ADOPTENT LE PROJET DE LOI-CADRE

tel qu'il a été arrêté au cours du Conseil de Cabinet de mercredi

LE CONSEIL FÉDÉRATIF SERA DÉSIGNÉ PAR LES ASSEMBLÉES TERRITORIALES

M. André MORICE maintient ses réserves

PARIS. — A l'issue du Conseil des ministres, qui s'est longuement réuni hier, M. Michel Soulié, secrétaire d'Etat à l'Information, a donné les précisions suivantes concernant la loi-cadre :

— Celle-ci a été définitivement adoptée par le Conseil des ministres. M. André Morice, ministre de la Défense nationale, a néanmoins maintenu les réserves qu'il avait déjà formulées. Mais, d'ici mardi, jour où le texte de la loi-cadre, après avoir été examiné par le Conseil d'Etat, doit être déposé sur le bureau de l'Assemblée, le chef du gouvernement espère persuader le ministre de la Défense nationale — qui doit consulter ses amis dans la journée de lundi — de se rallier à l'opinion de la majorité de ses collègues.

M. Soulié indiquait d'autre part que certaines modifications de détail pouvaient intervenir après l'examen en Conseil d'Etat mais qu'il était infiniment improbable que ces modifications nécessitent une nouvelle délibération gouvernementale.

Quand à la teneur du texte, juridiquement et définitivement adopté hier, elle est bien celle qui avait été arrêtée au cours du Conseil de cabinet de mercredi. [...]

SUITE PAGE 3 (CONSEIL)



Une vue de la salle pendant la réunion à l'hôtel de ville d'Oran.

RÉUNIS EN ASSEMBLÉE FÉDÉRALE A ORAN

LES MAIRES D'ORANIE CONTRE TOUT POUVOIR DE SOUVERAINETÉ A ALGER

LIRE NOTRE INFORMATION EN PAGE 6

Le nombre de voix pour ADENAUER seul problème des élections allemandes

Paris, 13 septembre. — La campagne électorale en vue des élections qui se dérouleront dimanche dans toute l'Allemagne de l'Ouest, s'est terminée ce soir. Jusqu'à la dernière minute, cette campagne se sera déroulée dans un calme total qui ressemble presque à de l'indifférence. [...]

par Jean BARON

SUITE PAGE 3 (ADENAUER)



LE CONSEIL APPROUVE LE PLAN GAILLARD SUR LES PRODUITS AGRICOLES

Ce texte fixe les prix de campagne des céréales et autres produits

PARIS. — Le Conseil des ministres a approuvé hier le décret-cadre sur l'Agriculture, qui institue des prix de campagne. Ce texte, mis au point par M. Félix Gaillard, [...]

SUITE PAGE 3 (PLAN)

LA COUTURE PARISIENNE A L'HONNEUR

Coco Chanel, représentant la Haute Couture parisienne, reçoit le Prix de la Mode 1958, décerné par la maison américaine Neiman-Marcus, à l'occasion du cinquantenaire de la fondation des magasins Neiman Marcus de Dallas (Texas, U.S.A.), des mains de M. Stanley Marcus, président de la firme. (A.P.)

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT : Gromyko suit les traces de Molotov

dont les Soviétiques ont eux-mêmes condamné les procédés

Washington. — Le gouvernement des Etats-Unis déplore les déclarations faites le 10 septembre par M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, [...]



SEOUD A-T-IL CONSEILLÉ AUX U.S.A. LA MODÉRATION A L'ÉGARD DE LA SYRIE ?

Washington. — Le « New York Times » avait annoncé, hier matin, que le roi Séoud d'Arabie avait adressé au président Eisenhower un télégramme lui recommandant la modération à l'égard de la Syrie. [...]



CE JEU PEUT LEUR SAUVER LA VIE...

[...]

LE GOUVERNEUR FAUBUS EST PARTI POUR NEWPORT

où il doit rencontrer le Président Eisenhower

Little Rock (Arkansas). — M. Orval Faubus, gouverneur de l'Arkansas, a quitté Little Rock par avion pour rencontrer le président Eisenhower à Newport (Rhode Island). [...]

Bombe devant le domicile d'un « coloured man »

[...]



9 FRANÇAIS à la DÉCOUVERTE de la CHINE POPULAIRE

UN REPORTAGE DE DANIEL CAZEL

V. — A mi-distance entre la porte de la Paix céleste et celle du Divin Génie militaire, les deux portes de la Gloire : toute la sagesse millénaire chinoise se trouve inscrite dans la géométrie de l'ancienne cité interdite

[...]

SUITE PAGE 2 (9 FRANÇAIS)



Gigantesque incendie dans la région de La Ciotat

500 HECTARES DE PINÈDES RAVAGÉS
UN FERMIER ASPHYXIÉ ET CARBONISÉ

MARSEILLE. — [...]

SUITE PAGE 3 (INCENDIE)

16 explosions dans l'Etat de Jammu et Cachemire

[...]

Convocation anticipée du Conseil national [...]

LE FEU DÉVASTE 8.000 ha. DE FORÊTS [...]

Les ministres ont adopté la loi-cadre mais la question est loin d'être tranchée. André Morice maintient ses réserves, les maires d'Oranie prennent les devants en s'opposant à un éventuel « pouvoir de souveraineté » à Alger. Et l'éditorialiste écrit : « Le pragmatisme américain dans l'affaire de la ségrégation vise au fond le même but que la loi-cadre française en Algérie... »